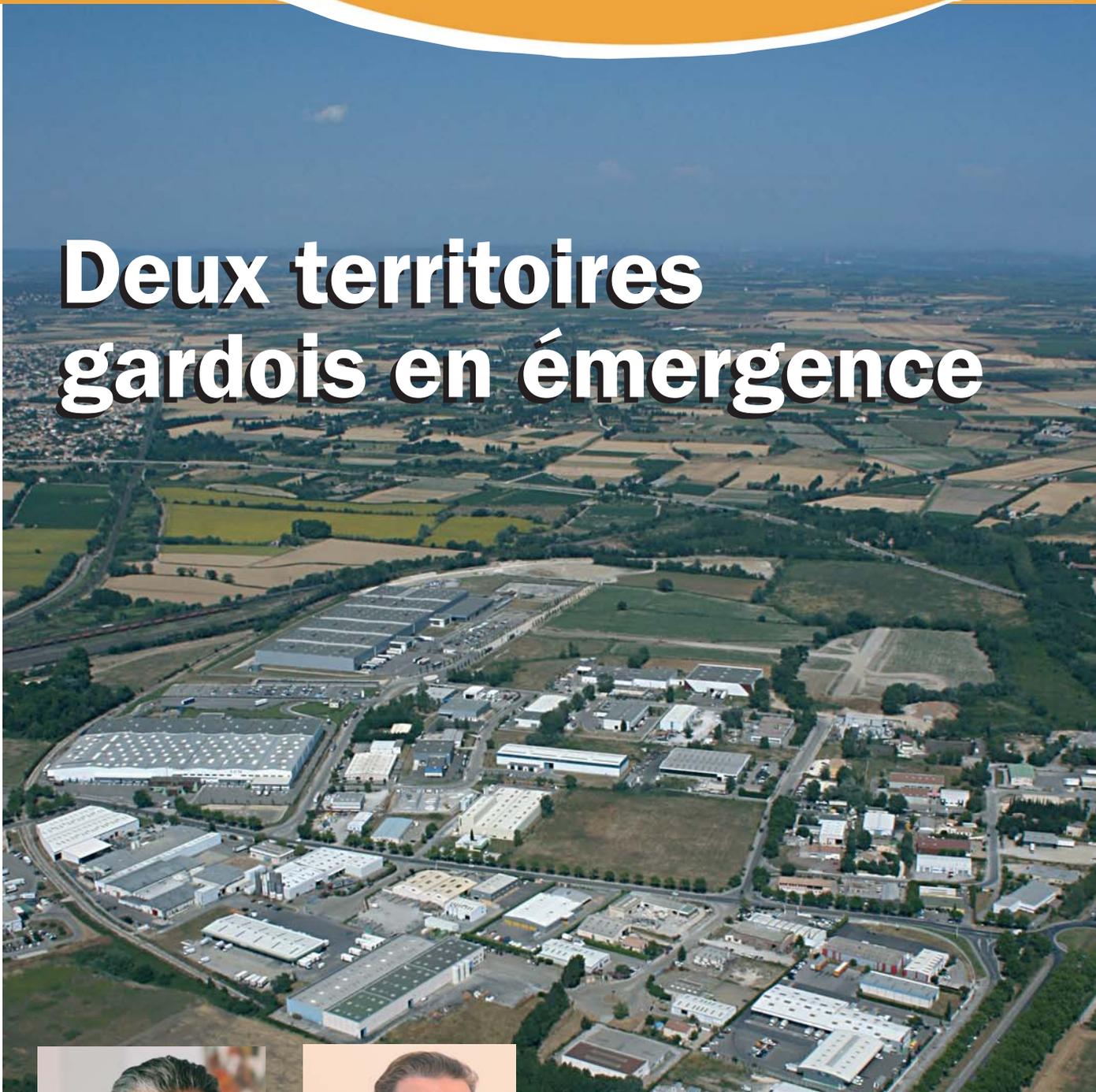


Deux territoires gardois en émergence



Copé et Grand



En campagne pour la France

François Comminhes



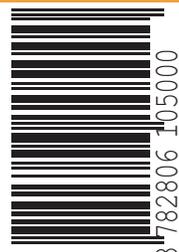
Tous les compteurs sont au vert

Jacques Blanc



“ La région est en panne ”

Nîmes Métropole Grand Alès



Le groupe Bernard Jeanjean
Louis Nicollin : une famille, un groupe



Des guides pour les golfeurs !

**Etre bien informé sur le golf.
Tout savoir région par région sur les parcours,
les équipements, les tarifs.**

**Connaître les adresses incontournables
avec**

Le Guide officiel des golfs

Consultez notre site www.guidedesgolfs.fr

Je désire recevoir **GRATUITEMENT** votre Guide des golfs 2006 en :

- Alsace Aquitaine Auvergne Bourgogne
 Champagne-Ardenne Franche-Comté Languedoc-Roussillon
 Limousin Lorraine Midi-Pyrénées P.A.C.A. Poitou-Charentes

Nom Prénom

Adresse

Tél. (facultatif) e-Mail

Coupon à adresser à :

DIXICOM - Parc de Bellegarde (Bât. B) - 985, chemin du Mas de Rochet - 34174 Castelnaud-le-Lez cedex
Tél. 04 67 02 68 68 - Fax 04 67 02 28 02 - e-Mail : courrier@dixicom.com



Un temps pour rêver

Deux ans après les élections régionales et un an avant des échéances importantes, force est de constater que l'éléphant rose a accouché d'une souris, et que seule sa récolte de miel sur l'hôtel de Région mobilise les médias. Cependant, malgré ce triste constat, les élus locaux, maires et députés ont beaucoup travaillé. Ils ont aussi appris à négocier avec le président de la Région et on peut constater que, d'une part, de Sète à Perpignan, qu'il s'agisse du port ou des communautés d'Agglo, les résultats sont là. Des villes comme Narbonne et Béziers ont ainsi réalisé des prouesses avec courage. D'autre part, notre dossier du mois sur les deux Communautés Nîmes Métropole et Grand Alès démontrent bien que Jean-Paul Fournier et Max Roustan ont mis en place un développement qui est aujourd'hui digne des plus grandes métropoles européennes.

Nous avons la chance d'ha-

biter une région qui fait rêver et où la qualité de vie passe avant toute considération politique. C'est l'heure des vacances sur nos plages, nos golfs, les terrasses de bistros, avec des retrouvailles en famille, le partage d'un temps où l'on recharge ses accus, on joue aux boules, on tape le carton...

De nombreuses animations de qualité et festivals vont se succéder quotidiennement. C'est à celui qui présentera le meilleur programme. N'oubliez surtout pas l'exposition d'Albert Dubout à Palavas dont le thème est " On va rigoler ! ".

Bonnes vacances, car cette année n'a pas été de tout repos et la rentrée risque d'être encore chaude.

Henry Jurquet

Rédaction
 Directeur de la Publication : Henry Jurquet
 Rédacteur en Chef : Henry Jurquet
 Assistante : Maud Vuillardot
 Rédaction : Henri Descorbières, Jacques Dalmau, Yvan Marcou, Maud Vuillardot
 Comptabilité : Nathalie Viala
 Crédits photos : photo de Une (Z.I. de Grézan à Nîmes) : Claude Corbier,
 Mairie de Béziers : Christian Femenias, Image Plus, D.R.
 Maquettiste : Florent Bec
 Tél. : 04 99 91 49 50
 Fax : 04 99 91 49 51
 midipile.redaction@wanadoo.fr
 www.midispile.com

Edition FMI
 16, Grand'Rue - 34800 Brignac
 Tel. 04 99 91 49 50 - Fax 04 99 91 49 51
 europa.r.m@wanadoo.fr - www.erm.lu

Publicité au journal
 Dépôt légal : n° 13 - 2^e trimestre 2006
 Abonnement au journal : 45 euros
 Prix de vente : 5 euros

Impression : Presse People
 5, rue Jean-Baptiste Calvignac
 34670 Baillargues
 Tél.: 04 67 96 11 40

ISSN : 1769-0978

Actus région p 4

- P.O. : les Rencontres Economiques de Perpignan Méditerranée
- Lozère : la Carte aux Trésors
- Gard : les championnats de France de Kayak à Aigues-Morte
- Hérault : les contradictions de Natura 2000
- Aude : Les nouveaux projets urbains de Carcassonne

Environnement p 9

- Narbonne : " Le quartier durable "

Economie p 10

- Le groupe Jeanjean
- Les propositions de Bernard Pomel pour la viticulture

Dossier p 12

- Nîmes Métropole et Grand Alès : deux territoires en émergence

Polis, politis, politique p 21

- Francis Saint-Léger et les OGM
- Jacques Domergue et l'accessibilité des hôpitaux
- Brèves politiques
- Daniel Mach : une commission d'enquête pour le RMI
- Pierre Morel à l'Huissier : la volonté d'entreprendre
- Le 5^{ème} Lycée à Béziers
- François Commeinhes : à Sète, tous les compteurs sont au vert
- UMP : le show de Nicolas Sarkozy
- Jacques Blanc : les masques tombent...
- Aude : visites ministérielles
- Jean-Pierre Grand reçoit Jean-François Copé
- Olonzac : portrait de Gérard Marcouire

Elections Horizons 2007/2008 p 32

- Municipales : la candidature de Jacques Domergue à Montpellier

Saga p 33

- Louis Nicollin : une famille, un groupe, une destinée

Coeur de ville p 34

- Lodève, porte de la Méditerranée

Agenda culturel p 36

Gastronomie p 38

P.O

Perpignan Méditerranée

Un premier succès pour la première édition des Rencontres Economiques

Le pôle économique de l'Agglomération perpignanaise peut être satisfait. 300 chefs d'entreprises se sont déplacés le 16 juin, dans un lieu symbolique, Saint Charles International, à Perpignan, pour participer à une première rencon-

tre avec les élus et les techniciens de la Communauté d'Agglomération. L'ensemble des débats ont porté sur la stratégie de développement économique mise en oeuvre par le territoire, stratégie dont le projet le plus tangible demeure l'arri-

vée prochaine du TGV. Chacun a pu témoigner des avantages liés au travail de la collectivité, mais aussi a pu exprimer ses attentes et ses besoins.

La prochaine édition est prévue pour 2007.

Perpignan Méditerranée

Bilan économique 2000 - 2005

- 5 157 emplois créés
- 89,5 millions d'euros d'investissements pour l'économie
- 92 ha de superficie foncière commercialisée
- Un solde d'entreprises en augmentation d'environ 25% par an

Etang de Canet : l'Agglo fixe les objectifs

A l'occasion de l'ouverture de la saison touristique sur l'Etang de Canet-Saint-Nazaire, Perpignan Méditerranée, responsable du site, présente son plan de gestion à 6 ans.

Formalisé dans un " document d'objectifs " (DOCOB), l'ensemble des mesures envisagées par l'Agglo constitue un engagement vis-à-vis de l'Etat et de l'Europe et vise à assurer la gestion durable du site, d'un point de vue hydraulique, écologique et socio-économique.

Validé par le préfet en novembre 2005, il prévoit notamment la restauration du fonctionnement

hydraulique de la lagune à travers la gestion des vannes en amont et l'ouverture d'un second " grau " en aval, côté mer. D'autres opérations sont en cours, telles que la restauration de dunes, grâce à la pose de protections coupe-vents (ganivelles), la préservation des sternes qui nichent autour de l'étang, ou encore l'extension de sentiers balisés sur le lido...

Au bord de l'étang, vue sur le Canigou



Autour de Jean-Paul Alduy, sénateur-maire de Perpignan et président de Perpignan Méditerranée, de nombreux chefs d'entreprises et plusieurs personnalités dont Alain Lamassoure, député européen et ancien ministre, Jean-Paul Celet, secrétaire général aux Affaires générales de la Région, Bernard Fourcade, président de la CCI et Pierre Boutier, directeur régional de la SNCF



LOZERE

Conseil général

La Carte aux Trésors pour la 2^e fois en Lozère

la carte aux trésors

La Lozère : Margeride et pays de Mende

mardi 25 juillet 2006 à 20h55



C'est la deuxième fois que l'émission la Carte aux Trésors, émission à succès (plusieurs millions de téléspectateurs) de France 3 diffusée durant l'été sur la chaîne nationale, choisit la Lozère comme destination. La première émission avait été diffusée le 22 juillet 1997 et avait pour décor les Gorges du Tarn, les Causses, Mende et la Vallée du Lot.

Deux heures d'émission à grande écoute sur une chaîne nationale, entièrement consacrées au département, a de quoi ravir les élus du Conseil général, son président

Jean-Paul Pourquier en tête. Cette année, la thématique choisie par la production porte sur l'Histoire de France. Les candidats auront plusieurs énigmes à résoudre sur ce thème comme fil conducteur.



GARD

Aigues-Mortes

Championnat de France de kayak de mer

La Baie d'Aigues-Mortes reçoit 700 compétiteurs les 25, 26 et 27 août pour le championnat de France de kayak de mer sur des parcours en boucles de 7 à 21 km. entre le Grau-du-Roi, la passe des Abîmes et Port-Camargue. Animations toute la journée et des concerts le soir.



Pierre Morel à l'Huissier à Bruxelles



Dans le cadre de la réflexion menée sur la nouvelle politique régionale européenne et la prise en compte des territoires à handicaps naturels permanents, le député de la Lozère s'est rendu à Bruxelles avec une délégation composée notamment de la ministre chargée des Affaires européennes, Catherine Colonna. La délégation s'est tour à tour rendue à la Commission européenne, au Parlement européen ainsi qu'à la représentation permanente de la France auprès de

l'Union européenne. Différents entretiens ont eu lieu avec des commissaires européens, ainsi qu'un dîner de travail avec Jacques Barrot, commissaire en charge des Transports.

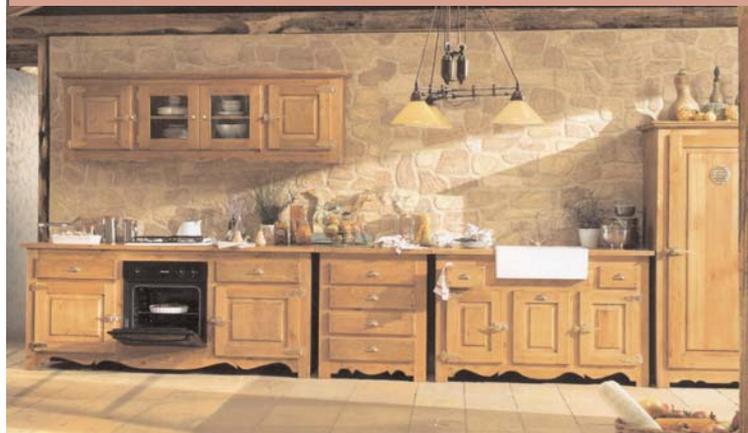
Ce déplacement s'inscrit plus largement dans la mission que Pierre Morel à l'Huissier exerce auprès du ministre de l'Agriculture et de la Pêche M. Dominique Bussereau et qui le conduit à se déplacer dans différents pays européens depuis le mois de juin.

Styléa

L'habitat de votre choix

Espace Jules Milhau
Les tannes basses
34800 Clermont l'Hérault

Tél. 04 67 88 29 54
Fax : 04 67 88 29 55
sfstylea@wanadoo.fr



HERAULT

Milieus naturels

Les contradictions de NATURA 2000

Le choix fait par l'Europe s'impose au détriment des principaux intéressés.



Saint-Pons-de-Mauchiens (34)

La mise en place du réseau NATURA 2000 par la Commission européenne pourrait être discutée sur le fond, mais est inacceptable sur la forme par le caractère arbitraire de sa mise en place. La mascarade dans les phases de consultations est très grossière : on

demande l'avis des élus, mais on n'en tient pas compte.

Les acteurs locaux (agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, VTTistes, randonneurs, ...) ne sont pas consultés. Le droit de propriété est fortement bafoué, aucune consultation de propriétaires terriens n'est envisagée.

Chaque Etat membre est libre de choisir la procédure de mise en place. La France a opté pour une formule avec la réalisation de documents objectifs et la création de comités de pilotage. Mais ne soyons pas dupes, cela n'a aucune valeur juridique, au vue des exigences de la directive.

Ces documents d'objectifs pourront être à tout moment attaqués, surtout pour des notions de nuisances et tous ces recours s'appuieront sur cette fameuse directive 79.409, comme cela ce fait actuellement quand il s'agit d'attaquer les arrêtés d'ouverture et de fermeture de la chasse pour les oiseaux migrateurs.

C'est une évidence même et personne n'est en mesure de le contester aujourd'hui. Quand les élus locaux ont été consultés, ils se sont majoritairement prononcés contre NATURA 2000 sous sa forme actuelle. Mais leur avis (donc ceux de la population) ont été complètement ignorés par le ministre de l'Environnement qui



a passé outre. C'est un déni de démocratie et surtout un refus de dialogue républicain.

En conclusion, la France est très riche de milieux naturels remarquables, qu'elle a su protéger sans NATURA 2000 (les oiseaux protégés n'ont pas attendu une loi européenne pour venir nicher et vivre dans nos campagnes). Notamment par leur travail, les agriculteurs, les chasseurs, les pêcheurs et la communauté rurale ont su préserver l'habitat naturel des animaux. Si ces activités étaient si destructrices, y aurait-il encore des sites naturels à protéger ?

Saint Gély du Fesc

19^{ème} Salon " CHASSE - PECHE - NATURE "

Le village, proche de Montpellier, attire chaque année de nombreux passionnés mais aussi de plus en plus de touristes étrangers à l'occasion de ce salon.



Le 19^{ème} Salon " Chasse - Pêche - Nature " de Saint Gély du Fesc s'est déroulé les 10 et 11 juin derniers. Il a ouvert à nouveau ses portes pour le plaisir de tous les amateurs du genre.

Avec plus de 20 000 visiteurs chaque année, la manifestation connaît toujours un grand succès. On peut y voir de nombreuses démonstrations de chiens d'arrêt, de courants, de chiens de sang, de pêche à la mouche. On peut participer à des conférences et admi-

rer les oeuvres des artistes animaliers. Plus de 80 stands ont ouvert au public. Les enfants, amateurs de sensations fortes, ont découvert les joies d'une descente en tyrolienne.

Le dimanche, un grand rassemblement de vénerie avec 1 400 chiens de chasse dont 140 meutes a eu lieu.

Les sonneurs de trompe de chasse du Débuché Nivernais ont assuré une animation permanente. On a pu également assister à un spectacle équestre de grande qualité.

www.saintgelydufesc.com



Les organismes officiels présents autour du maire Georges Vincent : les Fédérations de chasse et de pêche, l'Office National des Forêts, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et l'A.N.C.G.G, le Comité Départementale de Randonnée Pédestre

Palavas-les-Flots

" Kiosky " : le Kiosque City-Service pour les Personnes Handicapées

C'est un projet révolutionnaire au service de l'accessibilité urbaine des personnes à mobilité réduite dont la première pierre a été posée le samedi 17 juin sur la plage de l'Hôtel de ville.

Kiosky est une première en France, portée par l'association heraultaise " Handialogue " que préside Daniel Briand, Directeur Technique de l'Institut-St-Pierre et de l'Hôpital pour enfants à Palavas-les-flots. Elle est également soutenue depuis le départ par le député-maire de Palavas-les-Flots, Christian Jeanjean.

sanitaire complet adapté pour personnes à mobilité réduite avec douche équipée aux normes... Le Kiosque sera chauffé en hiver et rafraîchi en été à l'aide d'un brumisateur.

Des panneaux d'informations pratiques

Par ailleurs, plusieurs panneaux d'informations pratiques sur les services publics y seront visibles : pompiers, ambulances, médecins, pharmacies, infirmiers et hôpitaux, plan de la ville avec emplacements des parkings réservés aux handicapés, répertoires des lieux publics et commerces accessibles aux personnes handicapées, point accueil plage, Infos SNSM (société nationale de sauvetage en mer)...

Y.M.

Des services accessibles à tous

Kiosky propose de nombreux services : un distributeur automatique de billets sonore, avec clavier en Braille , un espace Poste boîte aux lettres à la bonne hauteur et tablette d'écriture, un point Phone et Internet, un poste de recharge électrique pour fauteuils roulants, un coin change bébé et enfant handicapé, une table de relaxation, un véritable espace



AUDE

Carcassonne

Un multiplexe de 1974 places dans la zone du Pont Rouge



Gérard Larrat, maire de Carcassonne

Après deux ans de négociations, l'alliance public/privé chère à Gérard Larrat va enfin porter ses fruits, avec la réalisation d'un multiplexe à l'horizon octobre 2007. Le maire de Carcassonne a dévoilé le nouvel aménagement de la zone du Pont Rouge en liaison avec Yannick Rambeau, patron d'Intermarché et Philippe Dejust pour la société d'exploitation Cap' Cinéma.

A la tête de 1 600 m² d'Intermarché depuis 2000, Yannick Rambeau a acquis ensuite 17 hectares supplémentaires.

L'investissement prévu à ce jour avoisine les 8 millions d'euros dont 3 millions pour la partie cinéma. Un bowling, une patinoire, dont la location est à l'étude par la ville, et près de 30 000 m² de surfaces commerciales aménagées dans un cadre particulièrement étudié, devraient suivre.

Dans l'alignement du " Xénon ", en bordure de la rocade, ce sont dix salles de cinéma qui vont être construites. Elles auront une capacité de 90 à 480 places sur une surface de 5 800 m² pour un total de 1 974 fauteuils. On pourra y trouver des écrans de 8 à 18 mètres de long.

Philippe Dejust table sur une fréquentation de 350 000 entrées par an et une zone de chalandise de 140 000 personnes environ.

Le public trouvera, à côté de ces salles, deux restaurants " ciblés " de 400 m² et une offre de restauration rapide.

Pas moins de 600 places de parking seront aménagées pour des-

servir le multiplexe, les espaces ludiques et deux ensembles commerciaux.

La ville rachète l'Odéum pour en faire un centre de congrès

La société Cap' Cinéma était jusqu'alors propriétaire des deux cinémas Odéum et Colisée. La ville va acquérir l'Odéum pour en faire un centre de congrès, de séminaires et de réunions associatives. " Les aménagements seront faciles ", indique Gérard Larrat qui souhaite que l'Office municipal de Tourisme puisse vendre la destination " congrès de Carcassonne " dès la fin de l'année 2007.

Quant au Colisée, la société Cap' Cinéma va lui attribuer, en collaboration avec l'association locale des Amis du Cinéma un rôle d'art et essai à 80% de sa programmation. Seules les trois salles du haut seront conservées, le rez-de-chaussée étant transformé en grand espace d'accueil qui puisse être un lieu convivial pour recevoir acteurs et réalisateurs dans le cadre d'organisation de festivals. Un festival du film chi-

nois est d'ores et déjà programmé.



Ambiance intérieure cinéma



L'ESPACE LUDIQUE



Façade cinéma

Un nouveau projet urbain



Isabelle Chesa, adjointe à l'Urbanisme

Sur le secteur de Montredon, un programme mixte pour plus de 3 000 nouveaux habitants vient compléter les opérations en cours sur Troubadour et La Colline, engagés en 2003 et 2004.

L'habitat

Le projet devra permettre de mieux répondre aux besoins de logements familiaux. Il comprend une majorité des logements collectifs sous forme de petits immeubles et de logements individuels, soit sous la forme d'opérations groupées de type habitat en bande, soit sous la forme d'un lotissement.

L'activité économique

À proximité du futur pôle de santé, il accueillera un hôtel de 80 chambres, qui constituera une offre d'accueil pour les familles des malades, pour les professionnels du secteur de santé et pour les relations d'affaire. Il est prévu également l'implantation d'environ 17 entreprises du secteur ter-

tiaire permettant de regrouper dans des bureaux en blanc, des services de santé libéraux. De plus, l'implantation d'un supermarché et environ 20 cellules commerciales compléteront le

tout avec la réalisation d'un groupe scolaire et d'une crèche. Dans sa globalité, ce programme correspond, à terme, à la création de 2 580 emplois.



Narbonne

Une première en France : " le quartier durable "

Avec cette initiative, Narbonne devient la première ville de France à s'équiper d'un système de collecte automatisée des déchets.



Michel Moynier, maire de Narbonne

Unique en France, ce quartier de 13 hectares comprenant 650 logements est situé à proximité du Canal de la Robine, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO avec le Canal du Midi. Il fait appel aux énergies renouvelables et à de l'habitat à énergie positive, avec comme objectif " zéro dégageant de CO² ". Parfaitement relié à la ville, il comprendra des petits commerces et développera une mixité sociale et des modes de déplacements doux.

Cet ensemble ne connaîtra donc jamais la valse matinale des camions poubelles et les nuisances diverses dues à la présence des poubelles. Le système Envac est en effet un système sous vide entièrement clos qui supprime donc les mauvaises odeurs, la nécessité de locaux à poubelles peu hygiéniques et la présence de bacs dans les rues. Les déchets sont déposés dans des bornes sur la voie publique. Les ordures, collectées dans la ZAC du Théâtre, aboutiront dans un terminal qui permettra de collecter à terme les déchets produits sur le cœur de ville historique et le quartier de la sous-préfecture (soit 20 000 habitants à terme).

La collecte automatisée : comment ça marche ?

Le principe du système repose sur un certain nombre de points de collecte reliés les uns aux autres par des conduites achemi-

nant les déchets jusqu'à un terminal de collecte central. Après leur introduction dans la borne, les déchets sont momentanément stockés dans une chute débouchant sur une vanne de décharge. Les chutes rattachées au terminal de collecte sont automatiquement vidées à intervalles réguliers. Le système de commande actionne des ventilateurs, créant un vide d'air dans le réseau de canalisations.

Les vannes de décharge situées à la sortie de chaque chute s'ouvrent une à une et la force de gravité fait tomber les déchets dans le réseau horizontal de canalisations où ils sont transportés vers le terminal de collecte. A leur entrée dans le terminal de collecte, les déchets et l'air sont séparés en traversant un cyclone. Les déchets terminent dans un compacteur qui les compresse à l'intérieur d'un conteneur hermétiquement clos. L'air porteur est ensuite filtré afin de retenir poussières et odeurs pour, enfin, passer au travers d'un silencieux. Le système est idéal pour le tri à la source : dans ce cas, le système comportera autant de bornes et de conteneurs qu'il y a de fractions de déchets.

Grâce à un système d'aiguillage, chaque catégorie de déchets triés est dirigée vers le conteneur qui convient. Lorsque les conteneurs sont pleins, des camions traditionnels viennent les chercher pour transporter les déchets vers les centres de tri et de valorisation, les sites de compostage et les centres d'enfouissement technique. L'installation de Narbonne prévoit la collecte de trois types de déchets et la mise en place d'un générateur photovoltaïque de 40 kW.

A propos d'Envac

Né en Suède en 1961, et riche d'une expérience de 40 ans en matière de développement et d'adaptation de sa technologie aux normes locales en vigueur dans plus de 30 pays, Envac est le premier fournisseur de systèmes

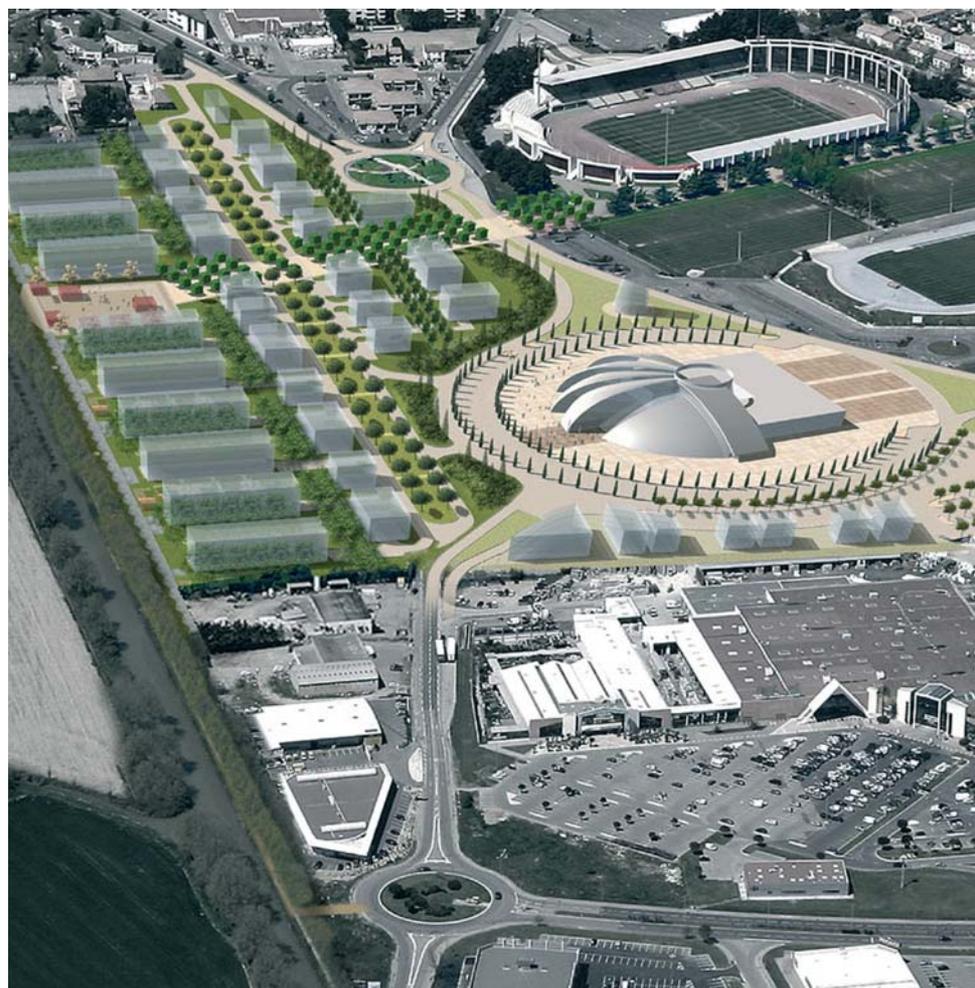
de collecte de déchets automatisés souterrains au monde. Les systèmes Envac sont uniques et créés pour des besoins uniques. Chaque système Envac est fait sur mesure, même s'il

repose, à la base, sur des solutions standards dont la qualité est garantie.

H.D.



L'unité centrale de collecte



La ZAC quartier du théâtre

Au cœur du plus grand vignoble du monde Le Groupe Jeanjean est leader sur le marché des vins de qualité



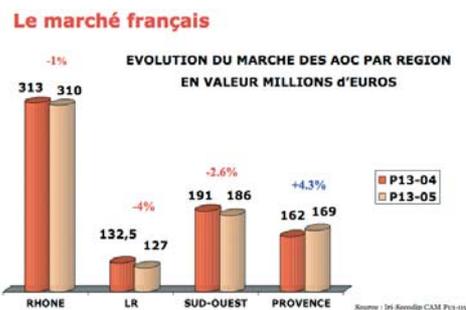
Bernard Jeanjean

Au moment où la Région Languedoc-Roussillon lance la marque " Sud de France " avec une dotation de 12 millions d'euros dédiés à la promotion des produits viti-vinicoles, Midi's Pile a rencontré Bernard Jeanjean, président du Groupe du même nom.

Depuis sa création en 1870, cette entreprise familiale ancrée au cœur du plus grand vignoble du monde, n'a cessé de grandir. Le Groupe Jeanjean, compte actuellement sept filiales implantées dans le Sud de la France (Languedoc - Roussillon - Sud-Ouest - Provence - Vallée du Rhône) et trois implantées à l'étranger (Pologne - Etats-Unis - Canada). Sa réputation s'est instaurée autour d'une politique de qualité exigeante pour toute la gamme des produits. "Jeanjean est perçu par la clientèle comme un Groupe faisant du qualitatif. C'est une marque bien établie dans la distribution des vins situés en moyenne et haute gamme".

Jeanjean SA est aujourd'hui le premier metteur en marché des vins de qualité du Languedoc-Roussillon, mais est confrontée, comme le reste de la profession nationale, à la crise liée à la baisse de la consommation et aux prix pratiqués sur les vins de table (volumes : - 13% - chiffre d'affaires : - 18%). " Les vins de table pénalisent la région, car il s'en consomme de moins en moins. En France, en 1960, on consommait 160 litres de vin par an et par personne ; en 2005, on est à 55 litres. Tout cela crée

un mauvais climat. Mais il y a une viticulture qui traîne les pieds et une autre qui marche. Les vins de France sont en effet bien perçus à l'exportation. Dans cette région, on ne communique pas suffisamment et on a peur de se fédérer. Les responsables viticoles sont plus des leaders politiques et syndicaux, qu'économiques. Chacun prêche pour sa chapelle et il veut la protéger. La solution pour s'en sortir est de se fédérer et communiquer ensemble."



Dans ce contexte, les résultats du Languedoc-Roussillon au sein du marché français sont éloquentes mais c'est dans la grande distribution (40%) et à l'exportation (38%) que l'activité commerciale du Groupe trouve sa dynamique et son meilleur chiffre d'affaires en 2005. La forte pénétration des vins français sur les marchés export, dont en particulier le Royaume-Uni et les Etats-Unis, incite les commerciaux à prospecter dans ce secteur et surtout vers les pays émergents comme le Japon, la Chine, la Russie et le Vietnam. Actuellement, les produits Jeanjean sont en vente dans 65 pays différents. Les résultats de Jeanjean, dans un contexte international difficile pour les vins français, avec l'arrivée sur le marché des vins " du nouveau monde ", témoignent malgré tout

de la pertinence de la stratégie du Groupe.

Le résultat opérationnel progresse fortement avec un chiffre d'affaires en 2005 de 144,1 millions d'euros et un résultat opérationnel de + 33,5 %, avec une amélioration sensible de la marge brute. Le groupe pèse sur l'économie nationale et régionale avec 500 personnels salariés, dont 270 sur le seul secteur de Saint-Félix-de-Lodez où se trouve son siège.

Dans le cadre de son nouveau schéma directeur " Ouverture 2008, " il manque à la panoplie du Groupe les vins du bordelais. " Nous sommes aujourd'hui sur une affaire, nous avançons prudemment sur ce projet qui devrait se conclure en 2006 ".

Des valeurs sûres vont compléter le tableau de chasse du président Bernard Jeanjean, comme les vins de bordeaux, mais il n'hésite pas à s'engager vers l'innovation.

" Dernièrement, Johnny Hallyday était en visite dans la région de Pézenas, car sa jeune épouse y trouve des attaches familiales. S'étant adonné à la dégustation de vins régionaux, auprès de Roger Santa, mon ami, il y a découvert des qualités gustatives. Alors, l'idée de créer une société et de déposer une marque a germé. C'est ainsi, qu'il nous a été confiée l'élaboration et la commercialisation d'un pro-

duit baptisé Terre d'Aumes, qui regroupe des cépages issus de vignobles des Coteaux du Languedoc en vins rouges, blanc et rosé. Le démarrage est prometteur. "

Bernard Jeanjean réagit pour Midi's Pile à l'acte de vandalisme dont il a été l'objet au mois d'avril

Dans la nuit du jeudi 27 avril, vos installations ont fait l'objet d'exactions de la part d'un commando, qui étaient-ils ?

" Je n'en sais pas plus, le commando était cagoulé et armé, les immatriculations des véhicules maquillés, le gardien n'a rien pu faire sous la menace et les caméras de télévision de France 3 présentes, par hasard, au bon endroit et au bon moment. Ils ont signé leur acte avec l'inscription " vigneron paradoxal ". Il est par ailleurs paradoxal que, victime, l'on me réserve 30 secondes d'antenne pour m'expliquer et que les agresseurs bénéficient de près de 3 minutes pour se justifier, devant le vin qui se perdait dans le ruisseau. "

Comment réagissez-vous à ces agissements?

" Je comprends bien la viticulture qui a des problèmes importants, mais ce n'est pas en faisant des malversations de cette nature qu'ils arriveront à trouver des solutions. Notre groupe n'est





absolument pas responsable de cette situation, bien au contraire. Il y a 130 ans que nous vendons du vin, nous sommes des purs Languedociens, nous défendons le Languedoc-Roussillon et nous nous battons pour que cette filière prospère. De plus, nous sommes surpris qu'ils aient déversé 2500 hectolitres de vin de cépages de la région. Heureusement, contrairement à ce qu'ils font ailleurs, ils n'ont pas cassé l'outil de travail. "

Quelles seraient les revendications de ce commando ?

" D'après les responsables de la presse présents sur place, ils nous reprocheraient, comme à d'autres, d'acheter des vins étrangers, comme des vins du Chili, et que nous les transformerions en vin de pays d'Oc. Mais il faut savoir que nous sommes respectueux de l'éthique depuis 1870 et que nous subissons tous les mois les contrôles des douanes, des services de la répression des fraudes. Alors s'il y en a qui le

font, pas nous, et il faut regarder ailleurs. "

Dans la nuit du 13 juin, un commando s'attaquait à nouveau aux installations de Jeanjean SA, en mettant le feu à un hangar de 1600 m² qui a été entièrement détruit, occasionnant 1,6 million d'euros de dégâts. Sur place, des inscriptions laisseraient supposer que le CRAV serait l'auteur de cet acte de vandalisme.

Bernard Jeanjean, que nous avons de nouveau contacté : " C'est de l'acharnement. En ce qui nous concerne, nous faisons tout pour sortir de la crise et nous avons le soutien de la profession et des syndicats. Il semblerait que ce soit des bandes isolées, non contrôlées, mais qui sont toutefois identifiables, puisqu'elles arrivent sur les lieux de leurs forfaits avec les caméras de Fance 3. Le Préfet a été saisi et la justice doit maintenant faire son travail. "

Yvan Marcou



sète en chiffres

Plus de **80%** des Sétois sont satisfaits de l'aménagement de la Corniche, les travaux d'assainissement, la réfection des quais et des trottoirs, le cadre de vie et l'environnement, des équipements sportifs, l'aménagement des places*

* Source : étude de l'Instit BVA réalisé du 21 au 26 mars 2006 selon la méthode des quotas auprès d'un échantillon représentatif de 602 personnes.

Au service de notre ville
François Comminhes
votre maire




Si loin si proche

L'Aménagement du Cadre de Vie  ville de sète

Un plan national

" Réussir l'avenir de la viticulture de France "

Avant de mettre un terme à une carrière entièrement voué au service public, Bernard Pomel, Préfet et directeur général de la Mission Littoral, a remis au ministre de l'Agriculture le document de réflexion mené par les dix Comités de bassin viticole avec des propositions pour la mise en œuvre d'un plan national de restructuration de la filière vitivinicole française.

Cerner les enjeux d'une " nouvelle révolution viticole "

La viticulture française qui, par son importance, sa variété et sa qualité, reste la première au monde, connaît aujourd'hui une crise profonde.

Cette crise sonne la fin d'une période. Une page se tourne.

Une autre doit s'ouvrir, qui fasse délibérément entrer la viticulture française dans l'ère de la mondia-



Dominique Bussereau, ministre de l'Agriculture et de la Pêche et Bernard Pomel, Préfet et ancien directeur général de la Mission Littoral

lisation des productions et des marchés, des modes de transformation et de commercialisation, des goûts et des attentes des consommateurs de la planète.

Sans qu'elle y perde son âme, sans qu'elle renonce à l'excellence de ses produits et sans qu'elle renie sa référence à des terroirs et à la terre de France, qui sont ses plus beaux atouts.

Face aux défis de la mondialisation, la viticulture française doit jouer toutes ses cartes et combler

ses handicaps, afficher clairement ses objectifs et ses principes d'action et se doter des outils pour atteindre les premiers et mettre en œuvre les seconds.

Maîtriser la production

La maîtrise de la production est complexe mais nécessaire. Elle est complexe, car certaines appellations, certains producteurs n'éprouvent pas de difficultés d'écoulement de leur production. La situation est donc inégale et

les solutions uniformes seraient inadaptées. Dans la plupart des bassins se posent des problèmes d'excédents pour certaines appellations, pour les vins de pays ou pour les vins de table. En revanche, en Champagne, l'offre est insuffisante pour répondre à la demande.

Cette réforme est nécessaire, car le marché français et européen souffre actuellement d'une surproduction, qu'il faut essayer de résorber par une action offensive sur le marché international.

Les recommandations

- Organiser l'évolution du vignoble ;
- Faire évoluer les structures de production ;
- Améliorer les mécanismes de régulation de l'offre ;
- Mutualiser l'élimination des excédents.

Dans tous les cas, il convient de renforcer le lien entre la production et le marché.

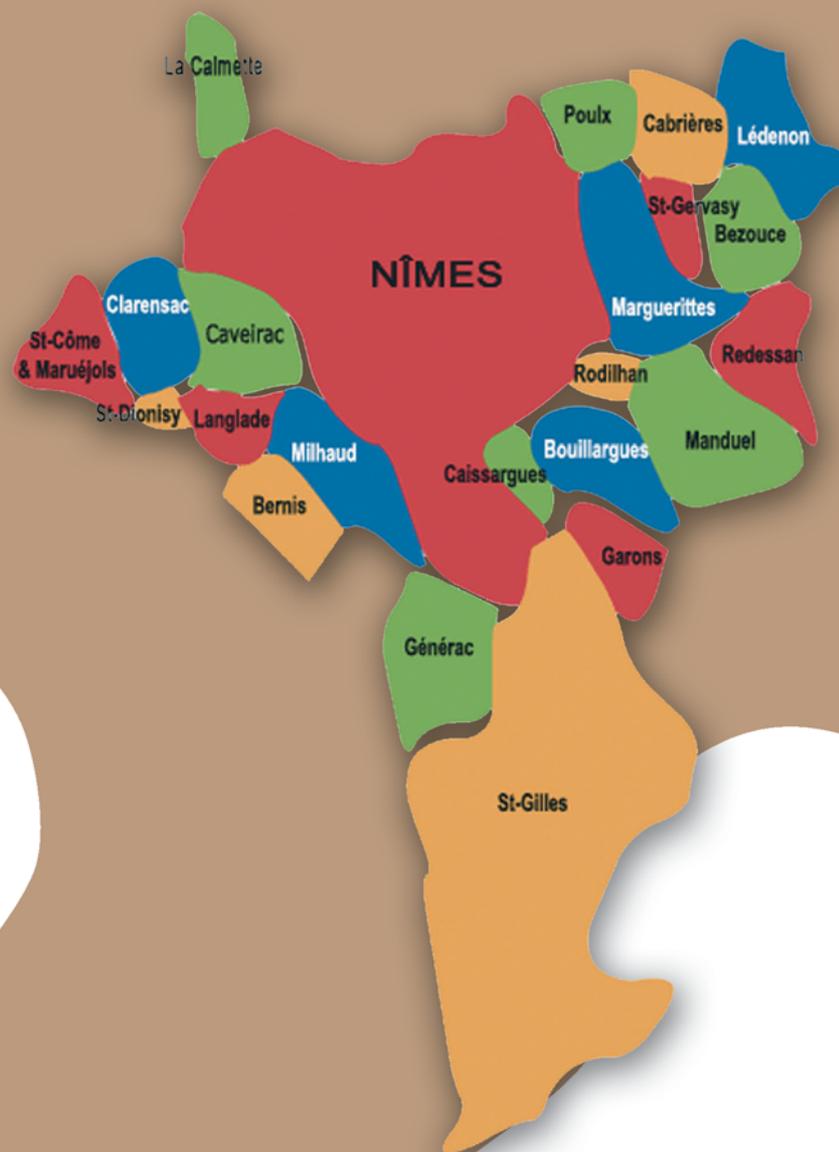


Nîmes Métropole et Grand Alès

Deux territoires gardois en émergence

Grâce à la constitution des deux Communautés d'Agglomération, les bassins de vie du grand Nîmes et du grand Alès assistent aujourd'hui à la naissance de grands projets qui leur permettront, dans un proche avenir, d'arriver à un niveau de développement équivalent à celui des grandes métropoles du Sud de l'Europe.

Dossier réalisé par Yvan Marcou et Maud Vuillardot



Agglomération

Nîmes Métropole : se projeter avec confiance dans l'avenir

La montée en puissance de cette jeune collectivité mise à la fois sur l'ambition et l'équilibre.

Avec ses 23 communes, ses 220 000 habitants et un budget global de 182,1 millions d'euros, Nîmes Métropole a démarré l'année 2006 avec détermination pour aménager et développer son territoire.

Bientôt, de grandes réalisations verront le jour, financées en partie ou en totalité par la Communauté d'Agglomération. On peut citer notamment le TCSP, le Stade Nautique, la Salle de Musiques Actuelles ou la Patinoire... Un inventaire qui préfigure avec réalisme, ce que sera l'Agglomération nîmoise de demain.

Le projet TCSP, Transport Collectif en Site Propre

Ce projet a été adopté à l'occasion du Conseil communautaire du 30 Septembre 2006. C'est un projet important d'aménagement du territoire, compétence majeure de la Communauté d'Agglomération.

Pour Jean-Paul Fournier, son président, " la mise en place de ce réseau modernisé performant sera un temps fort qui assurera, à l'échelle du territoire, un développement économique respectueux de l'environnement et profitable à tous. " Le TCSP, en ouvrant la voie à de nouvelles habitudes de déplacement, permettra de renforcer l'attractivité de l'agglomération en mettant en œuvre un urbanisme à visage plus humain.

Un meilleur niveau de service sur l'ensemble du territoire

Dans le cadre de sa compétence Transports, la Communauté

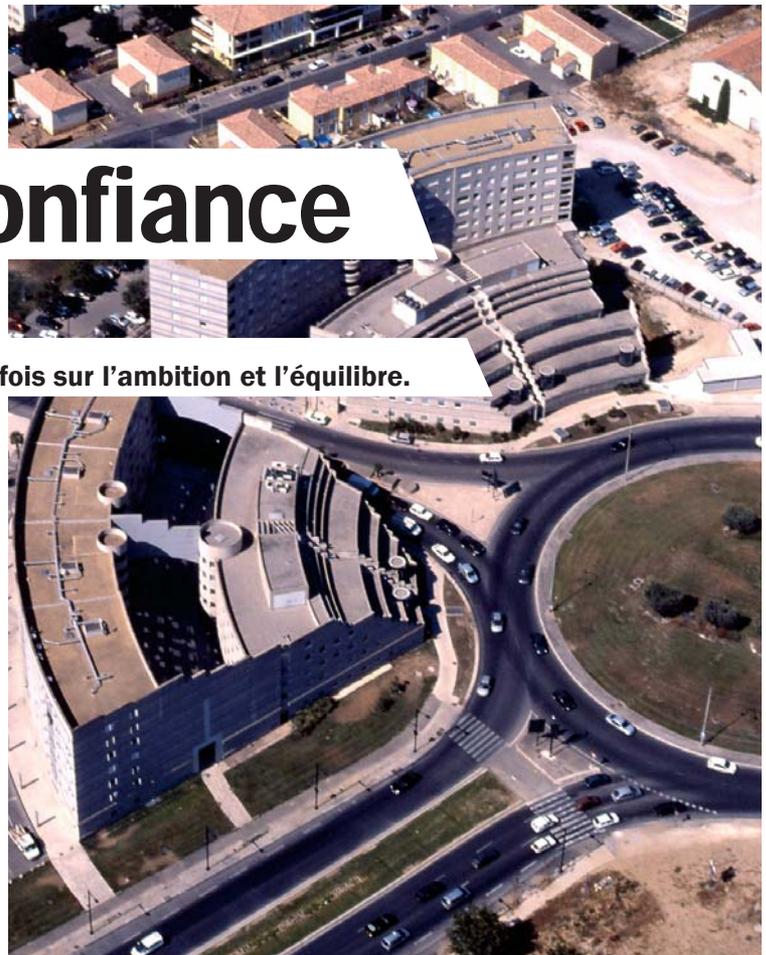
Le TCSP peut être ferré ou routier. Il se définit par la continuité du haut niveau de service offert (fréquence, régularité, capacité, vitesse commerciale...) garantissant aux clients un service de qualité, caractérisé par une bonne vitesse commerciale et une régularité de passage sur toute la longueur d'une ligne. Cette qualité de service est obtenue grâce à des emprises réservées au transport collectif, inutilisables et non franchissables par les voitures particulières sur la majeure partie du tracé, mais aussi grâce au système d'exploitation spécifique qui l'équipe (système d'aide à l'exploitation et à l'information, équipement des stations, régulation centralisée ou non).

Le TCSP est un système global reposant sur quatre piliers :

- une infrastructure : voirie dédiée et stations de qualité ;
- un véhicule (bus, "mégabus", bus guidé, tramway sur pneus ou sur rails, tram-train, métro) ;
- des systèmes d'aide à l'exploitation (régulation, priorité aux feux...) et d'information des voyageurs ;
- une intermodalité et restructuration du réseau.



d'Agglomération a mis en service un réseau de transports en commun en offrant plus de services et de coordination entre les deserts urbains, périurbains, et scolaires.



Vue aérienne du Colisée, un espace de bureaux situé sur le périphérique de Nîmes, axe stratégique

Le projet TCSP de Nîmes Métropole consiste en deux lignes d'orientation Nord/Sud (Costières - Centre ville) et Est/Ouest (Saint Césaire - Pont de Justice) réalisables à moyen terme, avec une possibilité d'extension dans les quatre directions. L'axe Costières - Centre ville sera réalisé en priorité avec un parc relais sur le site Costières - Parnasse.

C'est une première étape. En facilitant ainsi les déplacements sur l'ensemble du territoire communautaire, les élus ont souhaité dynamiser la vie sociale et économique de l'agglomération en mettant en place un service de proximité et de qualité : confort, sécurité, fréquence et régularité des horaires....

La technologie proposée

Il ressort des études menées par Nîmes Métropole que la solution technologique de TCSP la plus adaptée à ces objectifs est la ligne de bus à haut niveau de Service (BHNS), avec une capacité élevée allant jusqu'à plus de 200 passagers. Ce sont des véhicules plus économiques en coût d'investissement et en coût d'exploitation.

Le stade nautique : premier équipement communautaire

Permettre l'apprentissage de la natation aux scolaires et répondre aux besoins des nombreuses associations sportives, telle est la priorité de Nîmes Métropole.

À travers cette réalisation, Jean-Paul Fournier souhaite développer une activité de proximité pour l'ensemble des 23 communes de l'Agglomération.

Dans ce cadre, la construction du stade nautique comprendra un bassin olympique, un bassin d'échauffement, une fosse à plongée et des équipements ludiques. Ce stade sportif sera de première importance quant à la pratique de compétitions ouvertes au niveau régional, national et international.

C'est le 27 mars 2003 que l'approbation du principe de construction d'un stade sportif d'intérêt général et communautaire a été entériné par le Conseil communautaire. L'ensemble des surfaces envisagées avoisinera les 9 000 m² et son coût de construction à 21,8 millions d'euros.



Cette première infrastructure communautaire permettra à Nîmes de confirmer son statut de territoire sportif de haut niveau

La réponse à un manque de plans d'eau dans la région

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole compte aujourd'hui seulement cinq piscines couvertes et une piscine découverte pour 220 000 habitants. Ce déficit de surfaces de plan d'eau était flagrant. La construction du stade nautique répond finalement aux besoins exprimés par le grand public, par les jeunes, par les 5 000 licenciés en natation et par les 1 000 licenciés en plongée que dénombre l'agglomération.

Une situation géographique idéale

Située près de deux échangeurs autoroutiers et de l'aéroport de Nîmes-Garons et non loin d'un parc hôtelier, la zone où doit s'implanter le stade nautique présente des conditions d'accès maximales et un positionnement stratégique doublé d'une forte capacité de stationnement.

Autre atout, la proximité de sites sportifs d'envergure, comme le stade des Costières et le Parnasse confère à cette entrée de Nîmes un caractère sportif et une synergie efficace en matière de dessertes des bus d'accès, de parking, de surveillance et de sécurité.

Ce futur stade nautique, premier élément structurant de Nîmes Métropole, conciliera donc sport et plaisir. Il permettra d'accueillir en un même espace et au même moment, un large public familial et des sportifs de haut niveau.

La seule piscine olympique du Gard

Prévu pour ouvrir en septembre 2007, le projet permettra de doter

la région Languedoc-Roussillon d'une troisième piscine olympique, après celles de Font-Romeu et de Montpellier-Antigone. Le stade nautique comprendra la seule piscine olympique du Gard et pourra accueillir des compétitions de niveau national et international comme les championnats de natation synchronisée juniors, les championnats de natation en petit bassin seniors mais aussi le championnat du monde handisport.

La seule fosse à plongée de la région Languedoc-roussillon

Avec une profondeur de 11 mètres, elle sera un équipement incontournable de la région pour tous les clubs de plongée mais aussi pour les sapeurs-pompiers, les secouristes et les militaires du Sud de la France qui ont l'obligation de s'entraîner.

Le Pôle de compétitivité Orpheme : Pathologies émergentes et maladies orphelines

La politique des pôles de compétitivité a été conçue lors du Comité interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) du 13 décembre 2002, comme l'un des piliers de la politique engagée par le gouvernement pour accroître la

compétitivité de l'industrie française. Elle s'appuie sur la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur afin de créer de véritables écosystèmes de croissance. Il s'agit de redessiner la carte industrielle de la France : c'est un défi d'envergure.

Suite au " recalage " des pôles Holobiosud et Bioméditerranée, Jean-Paul Fournier avait obtenu, dès le 4 août 2005, le soutien de Christian Estrosi, ministre délégué à l'Aménagement du Territoire, pour la création d'un pôle de compétitivité à l'échelle des deux régions, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

C'est ainsi que le pôle de compétitivité Orpheme a été labellisé à l'occasion du CIIACT du 6 mars 2006. Il est spécialisé dans les biotechnologies, en particulier les pathologies émergentes du type grippe aviaire ou chikungunya et les maladies orphelines, notamment celles liées au vieillissement de la population.

Les objectifs

La mise en place des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer l'émergence d'une filière économique et industrielle de niveau national, voire européen, afin de pérenniser les acti-

vités ciblées, de leur donner le plus de valeur ajoutée possible, de les différencier de la concurrence internationale, d'éviter qu'elles se délocalisent et donc de maintenir et de créer des emplois. Orpheme a pour ambition d'intégrer le " top 3 " européen du secteur des biotechnologies à un horizon de dix ans.

En matière d'emplois

Le pôle souhaite créer plus de 200 emplois directs et jusqu'à 3 500 emplois indirects dans les trois ans. Pour ce faire, il organisera des rencontres entre les partenaires industriels et académiques, développera des collaborations à l'international, produira des médicaments grand marché dans le Sud-Est et développera une filière santé sur les deux territoires Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les labellisations

Dans sa première phase, le pôle a labellisé 18 projets Recherche & Développement " publics/privés ", portés par les leaders industriels du territoire pour un montant total d'investissements de 200 millions d'euros sur la période 2005-2010. Ces projets couvrent les cinq aires métropolitaines, Montpellier, Nîmes, Marseille, Toulon et Nice.

Orpheme, avec Montpellier, Nîmes, Aix-Marseille, Toulon et Nice va rayonner sur l'ensemble du pourtour méditerranéen français



Jean-Paul Fournier

De grands projets à concrétiser pour la jeune collectivité

Le président de Nîmes Métropole et maire de Nîmes analyse le chemin parcouru depuis son élection à la présidence de l'Agglomération nimoise.

Midi's Pile : Les 23 communes de Nîmes Métropole et ses 220 000 habitants montent en puissance grâce aux actions de la collectivité dont vous êtes le président. Votre devise est : " Se projeter avec confiance dans l'avenir ". Quelles sont les politiques que vous souhaitez développer pour y parvenir ?

J.P. Fournier : Ce sont des politiques avec des compétences obligatoires, comme les transports et le développement économique. Mais, nous avons également pris des compétences optionnelles ou facultatives, comme la construction de bâtiments à vocation culturelle et sportive ou le renouvellement urbain qui est un gros dossier pour cette nouvelle collectivité. En matière de transport, dès notre élection, nous avons harmonisé nos moyens, à savoir le choix d'un seul transporteur, la mise en place d'une tarification unique pour les utilisateurs, la création d'un " pass étudiant ", etc.

Même si nos transports collectifs sont de bon niveau, ils devaient être améliorés pour donner plus de place aux piétons et faciliter la circulation dans le centre-ville. Ce sera fait dès la mise en service de la première ligne du TCSP (Transport Collectif en Site Propre) début 2009.

D'autre part, le complexe nautique en cours de construction et de conception nouvelle répondra à une attente locale et régionale car il n'existe pas actuellement de telles installations sur l'arc méditerranéen de Toulouse à Monte-Carlo. L'inauguration est programmée pour septembre 2007.

Enfin, le pôle de compétitivité Orphème, que nous avons décroché en mars dernier, est très important pour nous. Grâce à lui, de nouvelles entreprises dans le domaine des bio-technologies devraient



s'installer sur notre territoire avec, à la clé, de nouvelles créations d'emplois.

En matière de politique urbaine, quels sont vos objectifs ?

J.P. Fournier : Trois dossiers importants ont été labellisés par l'ANRU (l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain) pour un montant de 152 millions d'euros et qui concernent trois quartiers, deux sur Nîmes - le chemin bas d'Avignon et le quartier de Valdegour, et un sur Saint-Gilles - La cité Sabatot. Le principe retenu est de démolir les barres d'immeubles qui ont une quarantaine d'années pour reconstruire du " un pour un ", c'est-à-dire pour un appartement démolit, on en reconstruit un nouveau, mais pas automatiquement sur le même site. D'où l'intérêt d'une collectivité comme la nôtre ! En effet, la

véritable mixité sociale consiste à reconstruire aussi dans les communes qui n'ont pas ou peu de logements sociaux ou de logements aidés.

Malheureusement, tous les maires ne souhaitent pas recevoir de logements aidés ; il y a des réticences. C'est donc un travail de pédagogie qu'il faut faire avec eux.

Comment analysez-vous aujourd'hui votre travail à la présidence de cette Communauté ?

J.P. Fournier : J'ai eu au départ des difficultés à réunir les 23 communes, alors qu'il n'y avait pas de culture communautaire dans cette ville, pas de district, pas de syndicat mixte. Cela faisait donc partie de mon programme quand je me suis présenté à la mairie de Nîmes. Il n'a pas été facile de travailler avec 22 autres collègues qui

n'avaient pas automatiquement les mêmes visions politiques et qui avaient aussi un peu peur d'être " cannibalisés " par la grande ville. Dès lors, la Ville de Nîmes a fait l'effort de ne mettre que 33% d'élus pour la représenter au sein de cette collectivité. Pour moi, ce travail à la présidence de l'Agglo est un réel plaisir parce que c'est un nouveau défi. Il a fallu faire des concessions, discuter, arrondir les angles. Cela m'a appris, comme élu, à plus et mieux communiquer. C'est un apprentissage compliqué mais passionnant et j'ai beaucoup de plaisir à présider cette Communauté avec des hommes et des femmes qui sont venus ici, pas toujours convaincus. Mais force est de reconnaître que, même ceux-là prennent conscience aujourd'hui de l'importance d'une telle collectivité qui va en grandissant avec la prise en charge de nouvelles compétences, et c'est pour moi une satisfaction personnelle.

Fort de cette expérience, comment envisagez-vous l'avenir à l'approche des futures échéances électorales ?

J.P. Fournier : Je suis d'un naturel optimiste. Mais une élection, c'est toujours quelque chose de difficile. Il ne faut pas la minimiser. Il faut au contraire l'optimiser. Je dis toujours que l'on n'est pas élu sur un bilan, même s'il est bon, mais sur un projet. Donc, aujourd'hui nous avons des projets pour cette agglomération et nous allons les faire valoir, avec l'espoir que l'on nous donnera la possibilité de les concrétiser et surtout d'en créer des nouveaux, pour une meilleure qualité de vie des habitants de Nîmes Métropole.

propos recueillis par
Yvan Marcou

Denis Volpilliere, président de la CCI de Nîmes

" Nous manquons souvent, au niveau local, d'informations économiques pour les entreprises et les collectivités "



Midi's Pile : Quelle est la spécificité de Nîmes par rapport à ses voisines et " concurrentes " Avignon et Montpellier ?

Denis Volpilliere : Avignon et Montpellier ont un territoire plus favorable car étendu, nécessaire à l'attractivité commerciale. Nîmes ne bénéficie pas d'un champ d'habitants aussi important. L'évasion commerciale vers des lieux mieux achalandés que Nîmes est donc pour moi une évidence, ce qui n'empêche pas de combler les manques dans certaines professions.

A Nîmes, nous avons une spécificité plus industrielle. Les efforts entrepris depuis plusieurs années pour créer un pôle en devenir, notamment l'aide à la création d'entreprises innovantes et de biotechnologies autour du parc Georges Besse et de l'École d'ingénieur, commencent à payer. Mais la spécificité de Nîmes, ce sont aussi des entreprises plus solides et plus connues comme Perrier, Haribo, Royal Canin... C'est ce tissu performant d'entreprises qui doit, à mon avis, assurer demain l'économie de notre territoire.

Avec la création de nouvelles compétences au niveau de l'Agglomération de Nîmes et des bassins d'emplois, puisqu'il y a aujourd'hui une agence de développement économique sur Le Vigan et une agence de développement économique sur le Gard Rhodanien, la chambre, pour être plus efficace, a essayé de regrouper un certain nombre d'actions dans

Nîmes - Rhône - Cévennes - Technopôle que je préside aujourd'hui et qui réunit la volonté de développement économique de l'Agglo, du Département et d'un grand nombre d'acteurs du territoire. A partir de cette base commune, un certain nombre d'actions sont menées : aide à la création d'entreprises en partenariat avec l'École des Mines d'Alès, la mise en place d'un CEEI comme à Montpellier pour suivre l'effort de la création d'entreprises et valider cette phase. La CCI investit aussi dans des espaces pour la phase de démarrage de ces entreprises. Ainsi, nous avons aujourd'hui près de 2000m² à disposition et nous allons lancer un nouveau projet de bâtiment d'un millier de mètres carrés dans les mois qui viennent pour compléter notre offre. Enfin, la chambre gère un incubateur au CHU avec l'Université de Médecine et un incubateur à l'intérieur de l'Université de Nîmes.

La CCI de Nîmes s'est fortement impliquée dans le pôle de compétitivité Orphème qui vient d'être labellisé. Qu'en attendez-vous ?

Denis Volpilliere : Notre implication dans Orphème est importante mais elle l'a été aussi dans Trimatec. C'était d'ailleurs plus compliqué pour Trimatec car c'est un pôle technique. Le cluster biotech de Nîmes ne pouvait exister que si l'on avait un pôle de compétitivité capa-

ble d'amener des financements pour ces innovations. Ce pôle était une nécessité sinon nos entreprises auraient rencontré de graves difficultés. J'en profite d'ailleurs pour souligner le rôle important qu'a joué la chambre et le rôle politique de Jean-Paul Fournier auprès du ministre compétent pour obtenir la validation de ce pôle de compétitivité.

L'Aéroport Nîmes - Arles - Camargue peut-il, notamment grâce à Ryanair, devenir un véritable pôle de développement économique sur le territoire ?

Denis Volpilliere : Le départ d'Air France et la fin de Air Littoral ont fait qu'il n'y avait plus d'avion sur cet aéroport excepté Ryanair. La liaison avec Londres est d'ailleurs l'une des plus anciennes de la région. Les élus de la CCI étaient déjà persuadés à l'époque qu'il fallait sauver cet aéroport pour

notre développement économique. Deux objectifs ont donc été définis, d'une part, trouver avec Ryanair un contrat de développement. Celui-ci a été signé en 2005 engageant Ryanair à amener 300 000 passagers par an sur la plateforme de Nîmes. En 2005, il y a eu 200 000 passagers, en 2006, on devrait en constater 250 000 et dans les années futures, 300 000. D'autre part, nous avons fait le constat que la chambre ne pouvait pas porter seule l'aéroport. Il valait mieux, pour sa survie, abandonner sa gestion au profit des collectivités. Un syndicat mixte a donc été créé et a récupéré, au 1^{er} février, une nouvelle concession qui a succédé à celle de la CCI.

La chambre continue à se battre pour le développement de l'aéroport. Ainsi, à l'initiative de la CCI d'Alès, un site internet marchand " Cévennes " a été créé pour vendre les produits locaux du tourisme. Avec la

Réunie en Assemblée le 14 juin, la CCI a décidé de donner à l'aéroport un maximum de chance pour son redéploiement en apportant son appui aux entreprises candidates à son exploitation



chambre d'agriculture, la chambre des métiers et la CCI, nous allons faire en sorte que cela marche pour l'étendre à la totalité de la géographie du département. Il faut donner la possibilité aux touristes venus du Nord de l'Europe, de choisir et d'agrémenter leur séjour. On doit pouvoir mettre en liaison directe toute la richesse de notre territoire et la vendre. C'est aujourd'hui la CCI d'Alès qui gère le projet avec le soutien de l'Agglomération d'Alès et celui du Département.

Quelles perspectives pour la CCI de Nîmes ?

Denis Volpilliere : Les difficultés que j'ai rencontrées au sein de la chambre de Nîmes dans les années passées ont demandé des efforts de gestion importants aux élus mais aussi aux permanents et à la direction générale. Aujourd'hui, c'est du passé. On a mis à plat beaucoup de choses, gestion financière et gestion des ressources humaines. Un véritable effort de réorganisation a été fait.

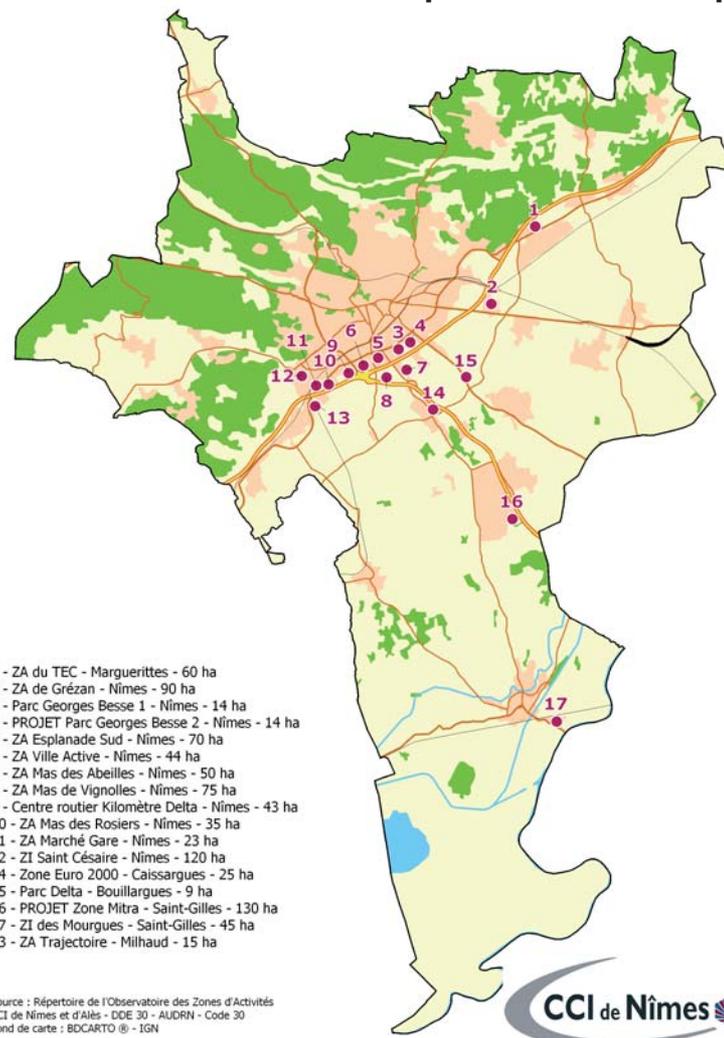
Michel Fromont, le président de la CRCI, m'a demandé de travailler sur un observatoire

régional. Or j'ai des difficultés à m'intégrer dans un schéma régional, je me sens mieux dans un schéma départemental. Il y a, en effet, une volonté des chambres consulaires du département de faire avancer les dossiers communs et de favoriser le développement du territoire. Nous avons déjà en commun un observatoire entre la CCI de Nîmes et la CCI d'Alès et des conventions lient cet observatoire avec la chambre des métiers et la chambre d'agriculture. Nous pourrions porter ces idées au niveau régional, mais je pense que c'est un peu tôt.

Le devenir des chambres, c'est pour moi cette capacité de travailler en réseau et cette capacité d'observation économique car nous manquons d'informations locales à destination des entreprises et des collectivités locales qui doivent motiver leurs propres investissements. La chambre de Nîmes est fortement positionnée sur ce secteur, mais je suis persuadé que toutes les chambres y viendront un moment donné ou un autre.

propos recueillis par
Maud Vuillardot

Les 13 zones d'activités économiques de Nîmes Métropole



Source : Répertoire de l'Observatoire des Zones d'Activités
CCI de Nîmes et d'Alès - DDE 30 - AUDRN - Code 30
Fond de carte : BDCARTO © - IGN
Services Etudes - Juin 2006

CCI de Nîmes

3 questions à ... Matthiew Glasson

Directeur Commercial France chez Ryanair

Midi's Pile : Dans le cadre d'un contrat de développement que vous avez signé en 2005 avec la CCI de Nîmes, vous vous êtes engagé à ramener 300 000 passagers par an sur la plateforme de Nîmes. Pourrez-vous tenir cet engagement, et avec quels soutiens ?

Matthiew Glasson : Ryanair prévoit de faire voyager 42 millions de passagers sur son réseau cette année et plus de 5 millions uniquement en France. A Nîmes, avec quatre destinations (Londres Luton, Nottingham, Liverpool et Charleroi), nous prévoyons de faire voyager près de 300 000 personnes (mais sur une année pleine) dont 1/3, par exemple, uniquement sur la ligne quotidienne de Londres. Bien sûr, beaucoup d'Anglo-Saxons viennent découvrir votre belle région mais le développement ne peut se faire qu'avec le sou-

tien de tous les Nîmois qui doivent continuer à accueillir les visiteurs comme vous savez si



bien le faire, mais aussi utiliser ces lignes et découvrir ce qui se passe ailleurs. Sans le soutien de la population, nous ne réussirons pas ce pari.

Quelle est la stratégie de développement de Ryanair sur le territoire du Languedoc-Roussillon ?

Matthiew Glasson : Comme toute bonne stratégie, commençons d'abord par asseoir ce que nous avons déjà pour faire en sorte que ces quatre lignes soient utilisées et soient rentables, ce qui sera profitable à

tout le monde... Nous verrons, par la suite, avec les personnes en charge du dossier, quels

sont leurs souhaits et les marchés qu'elles souhaitent développer et nous verrons alors ce qu'il sera possible de faire.

Quelles sont les nouvelles offres commerciales Ryanair pour cet été en Languedoc-Roussillon ?

Matthiew Glasson : Je ne saurais que vous conseiller de vous rendre régulièrement sur notre site www.ryanair.com afin d'y trouver les différentes offres que nous renouvelons régulièrement. Pour information, le

prix moyen d'un billet Ryanair depuis deux ans est de 41 euros, et pour Nîmes, en dehors des promotions, nos tarifs commencent à partir de 32 euros l'aller simple, charges incluses. A ce prix-là, il serait dommage de se priver !

Ryanair à Nîmes

Ryanair est la compagnie aérienne aux plus bas tarifs d'Europe. Elle continue son expansion en France, et ouvre deux nouvelles lignes à Nîmes.

Désormais, les habitants du Gard (Nîmes) ont la possibilité de voyager trois fois par semaine, aux tarifs les plus bas, à bord de récents Boeings, vers East Midlands, une région parmi les plus dynamiques du Royaume Uni, et quatre fois par semaine vers Bruxelles.

Réservez sur www.RYANAIR.com
VOLEZ MOINS CHER

Agglomération

Le Grand Alès : le nouvel " Espace du bien vivre "

La jeune Communauté d'Agglomération du Grand Alès, composée de 16 communes, mise sa reconversion sur une nouvelle dynamique : offrir une meilleure qualité de vie à ses habitants. De grands projets sont en train d'emmerger, en particulier le nouvel hôpital et la base de loisirs de Mercoirol. Mais le Grand Alès, c'est aussi la compétence de l'École des Mines qui forme aujourd'hui les ingénieurs dont les entreprises ont besoin.

Le Pôle mécanique Alès-Cévennes

Réalisé par la Communauté d'Agglomération du Grand Alès, le Pôle Mécanique Alès-Cévennes accueille tout au long de l'année professionnels ou simples passionnés des sports mécaniques. Le site, situé en pleine nature mais à proximité d'Alès, est composé d'infrastructures " haut de gamme " dont dix circuits, des locaux industriels et diverses écoles de pilotage.

Les circuits

Répartis sur trois sites, les infrastructures de pilotage présentent les plus fortes densités et variété de circuits en France. L'espace asphalté du vallon de Fontanes se



Sébastien Caribou, président d'Alès Racing System spécialiste de la location de karting sur le pôle

© Maud Vuillardot

prête idéalement aux stages de pilotage, séminaires, présentations commerciales, essais industriels, pour tous types de véhicules à deux ou quatre roues. Les équipements ont déjà accueilli de nombreux constructeurs, préparateurs, équipementiers, tels Peugeot, Michelin, MAN, Carlson, Yamaha...

Des stages de pilotage

Le site offre la plus large gamme d'activités de pilotage auto, moto et kart proposées en France.

Les services

Le Pôle dispose également de nombreux services à destination des entreprises souhaitant organiser des séminaires internes ou pour leurs clients, notamment des salles de réunion de 15 à 50 personnes, un centre multimédia, un amphithéâtre de 180 places, un hot spot wifi permettant de se connecter à internet depuis n'importe quel point du Pôle par liaison satellite. Enfin, un service traiteurs met à la disposition des participants de quoi se restaurer.

Une architecture novatrice

Conçu par l'architecte alésien H.L. Havard, c'est un bâtiment moderne, vaste et lumineux, mariant différents matériaux : bois, verre et métal.



Le centre nautique " Toboggan ", une infrastructure qui répond aux normes de qualité de la nouvelle politique du " bien vivre " engagée par le Grand Alès

À l'extérieur : une tortue de mer

De par son imposante carapace de cuivre, le bâtiment rappelle les formes d'une tortue de mer. Cette vision est accentuée par le développement de la zone vestiaire/hall et de son parvis, telle une patte tendue et une tête, prononcée par un volume cuivré descendant jusqu'au sol.

À l'intérieur : confort acoustique et thermique

L'intérieur se devait de répondre à un confort acoustique et thermique irréprochable. Donc, pour marier esthétique et efficacité, une grande partie des murs est bardée de lattes de bois espacées de manière à servir de " piège à son ". Des couleurs chaudes viennent agrémente les pans de mur. L'isolation thermique du bâtiment est faite par l'extérieur afin de réduire considérablement les pertes thermiques.

Mais la part belle revient au vitrage : les zones d'éclairage naturel ont été optimisées afin de pouvoir jouir d'un ensoleillement

maximal et d'un lien direct avec les pelouses extérieures côté tribune.

Une vocation " sports et loisirs "

Dans ce projet, le plus important était d'échapper au cliché surfait des bassins de loisirs type " parc aquatique ".

Le centre nautique réunit, ici, un bassin de compétition homologué et un espace ludique de type lagon, composé d'un toboggan, d'une zone de nage à contre-courant et d'une pataugeoire pour les tout-petits.

L'école des Mines d'Alès

Une force dynamique pour le développement économique

Le 22 septembre 1843, l'École des Mines d'Alès est née de la volonté des décideurs du bassin d'Alès de former des cadres pour l'exploitation du charbon qui florissait alors et faisait la richesse du plus puissant bassin industriel du Languedoc-Roussillon.

Par la suite, l'École des Mines d'Alès a accompagné la reconversion du bassin alésien. Aujourd'hui, dans la logique de son rattachement au ministère délégué à l'Industrie, son action en matière de contribution au développement économique régional couvre de nombreux champs : la formation d'ingénieurs entrepreneurs répondant aux besoins évolutifs des entreprises, la recherche et le transfert de technologie, la création d'entreprise, l'animation de technopôles. Pour cela, elle dispose d'un budget annuel de 22,3 millions d'euros. 300 personnes dont 71 enseignants-chercheurs assurent son fonctionnement sur cinq implantations, trois à Alès, une à Nîmes et une à Pau.





L'Ecole des Mines d'Alès concentre compétences et savoir-faire dont les entreprises ont besoin

La formation d'ingénieurs entrepreneurs

Être au service du développement des entreprises, c'est d'abord, pour une école d'ingénieurs, former des ingénieurs correspondants aux besoins de ces entreprises. L'Ecole des Mines d'Alès forme actuellement 200 élèves par an, 175 élèves de formation initiale recrutés sur concours au niveau bac + 1, et 25 techniciens supérieurs avec cinq ans d'expérience industrielle réussie. Les premiers suivent une scolarité de 4 ans, de 2 ans pour les seconds.

Cette scolarité s'établit sur la base d'un tronc commun d'enseignement général (sciences de l'ingénieur et sciences de l'entreprise), complété par un enseignement optionnel en dernière année d'études (génie civil, automatique et productique, informatique, environnement, procédés et développement durable, management des risques majeurs, mécanique et matériaux).

L'école est également habilitée à délivrer des diplômes de formations spécialisées et participe à des écoles doctorales.

Enfin, soucieuse de son ouverture internationale, elle a intégré dans son cursus l'obligation d'une expérience significative à l'étranger pour chaque élève et développe des partenariats et des échanges d'enseignants et d'élèves avec de nombreuses universités étrangères. Pour cette action, elle co-anime le Groupe des Ecoles des Mines (GEM) (Albi, Alès, Douai, Nancy, Nantes, Paris et Saint Etienne).

Recherche et transfert technologique

En 2005, l'Ecole des Mines est impliquée dans 6 pôles de compétitivité retenus par le CIADT. En mars 2006, elle a été labellisée "Carnot" au sein de la structure du Groupe des Ecoles des Mines et Armines. Cette distinc-

tion est une véritable reconnaissance des activités de recherche et d'innovation menées par l'Ecole en partenariat avec les entreprises. L'abondement de l'Etat, associé au label Carnot, permettra de consolider et d'amplifier les recherches des laboratoires, et d'acquérir de nouvelles compétences dans le but de renforcer et de développer des partenariats durables avec l'industrie.

Un nouvel hôpital pour 2008

Après trois ans de négociations, l'Etat accorde enfin le financement nécessaire à la construction d'un nouvel hôpital à Alès. Le futur hôpital sera reconstruit sur le site de l'hôpital actuel qui date de 1958. Il recouvrira 32 000 m² de surface répartis sur cinq niveaux.

Une action politique efficace

C'est une grande victoire remportée par le Conseil d'administration de l'hôpital, ses personnels et son président. En effet, Max Roustan bagarrait ferme depuis trois ans avec l'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH) et le ministère pour obtenir la construction de cette structure de 255 lits d'un montant de 78 millions d'euros qui figurerait dans le plan national "Hôpital 2007".

Le futur hôpital permettra au Grand Alès d'offrir à ses habitants la même qualité de soins que Montpellier, par exemple



Agenda 21

La nouvelle politique de développement durable initiée par le Grand Alès

Le Grand Alès s'inscrit depuis 2004 dans une politique globale et cohérente de l'environnement en mettant en œuvre un Agenda 21 local.

Objectifs

Mettre en pratique, au niveau de son territoire, les grands principes de développement durable tels que définis en 1992 par la Déclaration de Rio et la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire de 1999. Il s'agit d'une part, de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures et d'autre part, d'inscrire le territoire de la Communauté d'Agglomération du Grand Alès dans une politique d'expérimentation qui pourrait être mise en œuvre à l'échelle du Pays Cévennes.

Une politique forte pour préparer l'avenir

Il s'agit d'installer des principes de cohérence écologique à long terme dans chacune des actions menées par la ville d'Alès et le Grand Alès.

A ce jour :

- 25 services de collectivités locales ont été rencontrés et sollicités :

- 1 639 agents territoriaux ont reçu un document spécifique ;
- près de 16 400 personnes ont été sensibilisées à l'occasion de la 3^{ème} semaine nationale du développement durable ;
- 5 tonnes de papiers ont été récupérées en mairie ;
- les sacs plastiques ont été remplacés à la médiathèque ;
- le tri sélectif a été mis en place sur l'ensemble du territoire du Grand Alès ;
- la participation au festival cinéma itinérance pour la journée mondiale de l'eau ;
- la participation à la surveillance régionale de la qualité de l'air ;
- les contacts avec la CCI d'Alès et certains hypermarchés pour la suppression des sacs de caisse en plastique.

Le Grand Alès a été nommé au top 100 des actions les plus exemplaires en la matière, parmi plus de 1 800 projets nationaux.

" Désormais, le bassin sanitaire d'Alès, qui représente 180 000 habitants, pourra bénéficier d'un système de soins optimum ", souligne François Mourgues, le directeur de l'hôpital.

Une merveille de technologie

Cet hôpital sera le premier en France à être doté de la norme Haute Qualité Environnement (HQE). Les matériaux utilisés répondront à des normes spécifiques pour absorber les bruits, augmenter la lumière du jour, éviter les problèmes de légionellose. Les chambres seront clima-

tisées avec des équipements sanitaires de pointe. Toutes les ouvertures se feront à l'aide de badges à autorisations hiérarchisées. Le nouvel hôpital sera entièrement numérisé avec un réseau d'images facilitant le parcours des données médicales.

An niveau des soins, les services de médecine, chirurgie et obstétrique travailleront par pôles afin d'être plus efficaces. Par ailleurs, le pôle public travaillera avec le pôle privé (cliniques Mistral, Bonnefon et de Rochebelle).

Une bouffée d'oxygène pour l'économie locale

Au total, le montant des travaux pour la rénovation du pôle public (hôpital, hôpital psychiatrique, maison de retraite, centre pédo-psychiatrique) représente 150 millions d'euros qui va permettre de redynamiser les carnets de commandes des entreprises locales et nationales. 28 cabinets d'architectes avaient déposé leurs candidatures et c'est le cabinet " RTV " (hôpitaux de Lille, Béziers et Montpellier) qui a obtenu le marché.

Max Roustan

Une nouvelle dynamique pour le Grand Alès

Le président de la Communauté d'Agglomération du Grand Alès et député-maire d'Alès, Max Roustan, est fier de pouvoir dire que son territoire de 72 741 habitants, autrefois en déclin, est aujourd'hui en plein essor.



Midi's Pile : Depuis plusieurs années, Alès et son agglomération sont citées régulièrement en exemple en ce qui concerne leur développement. Comment expliquez-vous cette évolution ?

Max Roustan : Par le travail, la volonté forcenée d'élus mais aussi de forces vives locales qui ont cru, croient et croiront toujours en Alès. C'est vrai, il y a à peine dix ans, la DATAR était prête à nous rayer de la carte ; chacun disait ici et là qu'Alès

était une ville finie...

Je suis heureux et fier de pouvoir dire qu'Alès et son agglomération sont aujourd'hui un territoire en plein essor. Prenez par exemple le nombre de permis de construire déposés en 2005 à Alès : 750. Voilà un exemple concret qui fera taire les plus sceptiques. Ajoutez à cela les demandes multiples de promoteurs immobiliers, les nombreuses enseignes nationales qui prennent des contacts pour une implantation potentielle (2584 entreprises implantées à ce jour), les effectifs scolaires qui augmentent, le taux de chômage qui diminue, alors que la population après des années de régression s'est remise à croître... Tous ces indicateurs vont dans le même sens ; celui de dire que contrairement à ce que beaucoup pensaient, une nouvelle dynamique locale est désormais en route. Même l'Etat ne s'y trompe pas et après de nombreuses années de lutte a finalement voté le financement d'un hôpi-

tal neuf à Alès. Sur les 10 dernières années, l'agglomération alésienne a même été celle ayant perçu le plus de financements par tête d'habitant de toutes les villes de la région.

Mais alors, que change cette nouvelle donne territoriale dans la vision de l'avenir que vous avez pour Alès ?

Max Roustan : Rien et tout en même temps ! Rien parce que ce que nous entreprenons depuis maintenant dix ans, nous le faisons avec un seul et même objectif : garantir à Alès et à son bassin une qualité de vie agréable pour ses habitants. Pour que les enfants qui y grandissent puissent, s'ils le souhaitent, y trouver du travail et fonder à leur tour une famille. C'est ce que nous avons récemment synthétisé en communiquant sous l'appellation : "Alès, l'Espace du bien-vivre" et en travaillant pour la mise en place d'un Agenda 21. Cette optique reste le fil conducteur

de toute mon action parce que j'aime ma ville et mes Cévennes.

Après des années de galère pendant lesquelles rien n'était facile, Alès est aujourd'hui un territoire qui attire les investisseurs, les entreprises, même les partenaires institutionnels et les familles à la recherche d'une certaine qualité de vie. Cette évolution nous permet donc aujourd'hui d'aller plus vite et d'avoir parfois à faire des choix.

Mais pas question pour autant de se laisser étourdir ou griser ; ceux qui me connaissent le savent, je reste vigilant et avant tout soucieux de garantir à Alès un bel avenir, en proposant de nouveaux grands projets pour les dix prochaines années. Ceux-ci s'intégreront, je l'espère, dans un grand réseau métropolitain de plus d'un million d'habitants entre Nîmes, Montpellier, Alès, Avignon, Sète..., seul apte à concurrencer les métropoles du sud de l'Europe. ■



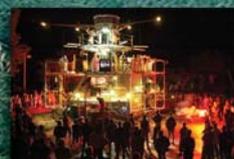
Entre Cévennes et Méditerranée



Depuis 2 ans, 750 nouvelles familles choisissent Alès comme lieu de vie



3 000 chefs d'entreprises prennent part à la dynamique économique



300 associations rythment la vie quotidienne par leurs actions tous azimuts



Et vous... amateur de calme et de verdure, visiteur de jours de fête, famille à la recherche d'équipements de qualité, ou chef d'entreprise intéressé par notre territoire...

Bienvenue !

Réaction

Francis Saint-Léger et le projet de loi sur les OGM

Le texte a été examiné par le Sénat et il le sera prochainement par l'Assemblée Nationale.



Francis Saint-Léger à l'Assemblée Nationale

" Ce projet de loi a pour but de transposer en droit français deux directives européennes datant de 1998 et 2001. L'Union européenne et la France sont sommées d'adapter leurs réglementations à l'évolution des

connaissances scientifiques et à harmoniser les pratiques communautaires avec les pratiques internationales sur les OGM. Chacun a remarqué la prudence de L'Europe et notamment de la France sur ce sujet.

Aux Etats-Unis, les cultures OGM sont très développées et portent sur 20 millions d'hectares. C'est la même chose sur tout le continent américain et notamment au Canada et en Argentine. Ces trois pays ont d'ailleurs déposé en 2003 une plainte auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce, esti-

mant que le moratoire sur la commercialisation de nouveaux OGM en vigueur dans l'Union européenne n'était pas justifié.

Je pense, pour ma part, que l'immense majorité de nos concitoyens est dans l'attente d'une réglementation leur garantissant des produits naturels et non génétiquement modifiés. Alors que le principe de précaution doit toujours être de mise, on le voit avec la grippe aviaire, personne ne peut comprendre que les risques éventuels des OGM pour la santé et l'environnement ne soient pas totalement évalués.

De trop nombreuses zones d'ombre subsistent. Quant à la connaissance des impacts positifs des OGM, elle est extrêmement limitée et peu sûre. Dans ces conditions, en accord avec mes convictions, je ne voterai pas ce projet de loi. Sur des sujets aussi sensibles, il y a une part de conscience personnelle. Je tiens à garder une totale liberté.

D'ailleurs, précédemment, il y a eu d'autres lois que je n'ai pas votées, comme celle sur la décentralisation, par exemple. Il en sera donc de même pour celle relative aux OGM. "

Handicap et Citoyenneté

Jacques Domergue s'engage pour que les hôpitaux soient accessibles à tous



Le 23 janvier dernier, lors de la visite à Montpellier de Philippe Bas, ministre délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes handicapées, aux Personnes âgées et à la Famille, Jacques Domergue, chirurgien au CHU de St Eloi, avait invité le ministre à une cérémonie qui fera date dans l'accessibilité des personnes à mobilité réduite à l'hôpital, les premières signatures de la charte d'engagement pour un hôpital accessible à tous.

Devant un panel d'élus, de représentants des institutions (Préfet, directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation, professionnels hospitaliers, représentants d'associations d'aide aux handicaps), le directeur général du CHU de Montpellier, le directeur de l'Institut st Pierre et de l'Hôpital des enfants de Palavas-

les-flots, ont été les premiers directeurs d'hôpitaux français à signer la charte.

A l'initiative des ingénieurs hospitaliers de France, cette association de professionnels hospitaliers, qui regroupe près de 3000 architectes et ingénieurs travaillant dans les hôpitaux, et qui fêtera son cinquantenaire en octobre prochain, veut apporter sa contribution à la bonne exécution de la nouvelle loi du 11 février 2005, portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Cette loi, qui non seulement renove la précédente loi sur le handicap de 1975, veut être aussi une loi mettant au coeur de la société la personne handicapée, qui ne recherche pas une compassion permanente, mais bel et bien

une reconnaissance de personne "actrice citoyenne de sa vie".

L'accessibilité est un élément important dans la vie de chacun. Une porte trop étroite, un trottoir trop élevé, un wc inadapté, une banque d'accueil ou un distributeur de billets de banque trop haut sont autant de difficultés qui entravent la vie de toute personne handicapée, mais finalement aussi celle de tout un chacun, même valide.

En France, nous sommes terriblement en retard en matière d'aménagement accessible, contrairement à nos amis européens, comme les Hollandais, Suédois ou Allemand, qui depuis très longtemps, ne réfléchissent plus en architecture d'usage et parfois trop économique, mais en aménagement facile d'accès, sécurisé et dénué de tout obstacle inutile. L'hôpital est incontestablement l'établissement recevant du public qui accueille au quotidien le plus de personnes à mobilité réduite.

C'est en faisant ce constat que les ingénieurs hospitaliers de France ont rédigé la charte d'engagement pour un hôpital accessible à tous. Jacques Domergue, entretenant des rapports d'amitié avec les ingénieurs hospitaliers, a immédiatement adhéré et soutenu ce projet en acceptant de devenir le parrain de cette opération.

" Nous ne devons plus raisonner en architecture hospitalière où les pratiques professionnelles forment l'essentiel de la pro-

grammation, nous devons intégrer l'ouverture, la facilité des déplacements, l'accessibilité à tout lieu, en prenant en compte tous les handicaps : moteurs, sensoriels, intellectuels ", a indiqué Philippe Bas.

"Continuité des soins, accueil, confort, accessibilité et sécurité sont bels et bien les critères de la qualité à l'Hôpital du 3^e millénaire", ajoutait Jacques Domergue. Ce grand chantier de mise en accessibilité doit également s'appliquer à nos cités, et Montpellier devra, dans les années à venir, être une référence nationale, et pourquoi pas européenne.

Maintenant, il faut que tous les hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centres de soins, s'engagent. C'est le pari que se sont lancés les ingénieurs hospitaliers de France et Jacques Domergue qui, rappelons le, est avant tout un professionnel hospitalier. En effet, il cotoie régulièrement des patients, des personnes handicapées qui, au travers des représentants des nombreuses associations présentes à cette cérémonie, ont exprimé un grand espoir en assistant à la naissance de ce grand élan citoyen.

Charte consultable sur www.ihf.fr

Propos recueillis auprès de Daniel Briand, président de l'Association Handialogue handialogue-association@wanadoo.fr

Harkis : le PS assaisonne Frêche qui a la grosse caisse

Pour avoir traité un groupe de harkis de "sous-hommes", Georges Frêche, président du conseil régional et de la communauté d'agglomération de Montpellier, est suspendu pendant deux ans des instances nationales du Parti socialiste. A Montpellier, il ne pourra pas se prévaloir de son appartenance socialiste aux prochaines élections municipales et, pas davantage, à l'élection du conseil de la communauté d'agglomération. Frêche ironise amèrement sur sa comparution devant le Tribunal socialiste : " Je suis très honoré d'être passé au conseil de discipline du PS car on n'y fait passer que des mecs honnêtes. Jamais ceux qui ont piqué dans la caisse. Le PS aurait été bien avisé s'il avait fait passer en commission de discipline tous ceux qui ont piqué dans la caisse, voir Urba Conseil. Cela lui aurait donné une légitimité qu'il n'a pas actuellement. Et puis je m'en fou. Moi, je défends mes idées".

Ça fait très mal. Rue de Solférino (à Paris), les anciens trésoriers du parti rasant les murs. Gratis bien sûr. C'est maintenant monnaie courante.



Paris - Siège du PS rue de Solférino le 22 mars

Le député, le rappeur et Georges Brassens

"La France est une garce, n'oublie pas de la baiser, jusqu'à l'épuiser, comme une salope faut la traiter, mec". Daniel Mach, député UMP des Pyrénées-Orientales, n'a pas supporté cette douce chanson de Richard Makela, alias "Monsieur R". Il a poursuivi le rappeur belge pour "diffusion de message violent, pornographique, contraire à la dignité". Car Daniel Mach se refuse à la tolérance : " Comme disait Saint Exupéry, être tolérant, c'est tout accepter et donc accepter l'intolérable". Le procès a eu lieu devant le Tribunal correctionnel de Melun. "Monsieur R" a appelé en renfort le Brassens de la "mauvaise réputation" qui aimait les gendarmes "sous forme de macchabée". Les juges du tribunal de Melun ont estimé que Daniel Mach n'avait aucune qualité juridique pour agir contre le rappeur puisque, à leurs yeux, il n'avait subi aucun préjudice.

Mémorial : du rifici à Rivesaltes

Christian Bourquin a choisi de se passer, pour l'exécution du mémorial de Rivesaltes, du concours d'Yves Devrain, l'un des meilleurs scénographes de France, le professionnel qui a signé l'animation des mémoriaux de Caen et d'Oradour. Le président PS du conseil général des Pyrénées Orientales a en effet porté son choix sur le projet de l'architecte varois Rudy Ricciotti dont le volet scénographique était estimé, par les techniciens, nettement moins intéressant que celui proposé par Davrain. L'architecte Edouard François, avec qui Davrain faisait équipe, a été classé numéro 2. Davrain est furax. François aussi. Arguant que le projet de Ricciotti ne respecte pas les exigences scénographiques formulées par le concours, les deux hommes demandent au Tribunal adminis-

tratif de Montpellier. d'annuler le dit concours.

Légion d'honneur : coup double à Perpignan

Ils ont inséparables, jusque dans les honneurs. Danièle Pagès, première adjointe de Jean-Paul Alduy, maire UMP de Perpignan et son mari, Jacques Pagès, avocat et ancien trésorier de la Fédération catalane du RPR, ont été promus, ensemble, chevaliers de la Légion d'honneur. Danièle était distinguée par Brice Hortefeux, ministre délégué aux Collectivités locales. Jacques, par Dominique de Villepin, Premier Ministre.

Me Collard en embuscade à Saint Gilles

Après Vichy en 2001, Me Gilbert Collard, "avocat à la Cour, à la radio et à la télévision" pourrait se lancer en 2008 à l'assaut de la mairie de Saint Gilles. Cornaqué par Louis Guichard, un gros riziculteur de la commune, le ténor du barreau marseillais se montre de plus en plus souvent à Saint Gilles. Le dimanche, il vient assister à la messe puis fait son marché. Roland Gronchi, le maire centre droit, choisit l'ironie pour parler de son éventuel concurrent : "Me Collard est un homme sincère, franc et honnête dont le coeur ne bat que pour Saint Gilles".

Gard : le vent, la girouette

"Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent", s'amusait le brillant Edgar Faure pour justifier ses multiples retournements de veste. Après avoir été chez Chirac, puis chez Pasqua, puis chez de Villiers, le Nimois Pierre Audier vient d'entrer dans la maison Le Pen. Son explication vaut

celle d'Edgar Faure : "Du RPR il y a trente ans au Front national aujourd'hui, je n'ai pas varié ! Ce n'est pas moi qui varie, c'est l'établissement qui ne cesse de se gauchiser. Moi, je reste à la même place !

Lorrain de Saint-Affrique charge Sarkozy

A Paris, Lorrain de Saint Affrique fut un proche conseiller de Jean-Marie Le Pen. A Nîmes, le chef de file du Front National. Conseiller régional à Montpellier, il quitta le FN pour rallier Jacques Blanc. Ce spécialiste de la communication, qui a conseillé Laurent Gbagbo, le chef d'Etat de la Côte d'Ivoire, écrit aujourd'hui un pamphlet contre Nicolas Sarkozy. Le titre ? "N'est pas Le Pen qui veut".

Pierre Blotin mutant du PC

Au Parti communiste, il était le bras droit de Georges Marchais, avant de se faire, auprès de Robert Hue, l'avocat d'une profonde mutation du Parti communiste, puis de devenir l'un des représentants du Gard au conseil régional. Il ne dément pas de ses convictions réformatrices. Dans son dernier livre "Communistes français : l'heure de vérité" (Editions Bérénice), il plaide en faveur de la poursuite de la mutation du PCF, dénonçant "le repli groupusculaire, incantatoire et gauchisant".

Jean Bousquet relance Cacharel

L'ancien maire UDF de Nîmes redresse, au prix d'une restructuration, la barre de Cacharel, la maison de prêt-à-porter qu'il a créée en 1962. Il en fait "une marque de créateurs avec des produits et un réseau de distribution appropriés". Cacharel a totalement rénové son magasin-phare de la rue Bonaparte à Paris, avec le concours de l'architecte Jean-Michel Wilmotte. L'entreprise en

ouvrira un autre en septembre rue du Faubourg Saint-Honoré puis dans les grandes capitales européennes. Dans les pays de l'Est et du Moyen-Orient, Cacharel élargira sa présence grâce à des franchises... Le groupe réalise 85% de ses ventes (600 millions d'euros) hors de France dont une grande partie en Asie.

Nîmes : Proust contre Lachaud

Deux adjoints de Jean-Paul Fournier, maire UMP de Nîmes, vont s'empoigner aux prochaines législatives. Franck Proust, délégué au développement économique, devrait défier dans la première circonscription du Gard, le député UDF sortant, Yvan Lachaud, premier adjoint aux finances. Dans un premier temps, il avait guigné la succession d'Etienne Mourrut dans la deuxième circonscription. Mais le député-maire UMP du Grau-du-Roi lui a fait savoir qu'il ne lâchera pas son mandat. Nicolas Sarkozy devrait avaliser d'autant plus aisément la candidature de Proust que celui-ci a la faveur de Jean-Paul Fournier. Au grand dam de Richard Tibérino, adjoint UMP à la sécurité qui, lui, avait été désigné candidat à la candidature par ses compagnons UMP de la première circonscription.

Midi Libre : un parachute doré pour Louveau

La société des rédacteurs de Midi Libre et les sociétés de personnel du Monde, propriétaire du quotidien languedocien, ont trouvé abusives les indemnités de départ de Jean-Paul Louveau. Celui qui à Paris était le bras droit de Jean-Marie Colombani et à Montpellier le président du directoire de Midi Libre a bénéficié d'un "parachute doré" de 1,3 million d'euros. Les actionnaires extérieurs, majoritaires, ont avalisé ces indemnités.

Philippe Lapousterle entre Frêche et Bayrou

Le commissaire de la Comédie du Livre, à Montpellier, Philippe Lapousterle a l'amitié éclectique. Cet ancien rédacteur en chef de Radio MonteCarlo a été le "nègre" des deux essais politiques de Georges Frêche : "La France ligotée" et "Les éléphants se trompent énormément". Il est aussi, selon Le Point, "le coach" de François Bayrou avec qui il dîne souvent.

Un ambassadeur pakistanais pour le vin languedocien

"Le vin se marie très bien avec la cuisine indienne". Armé de cette conviction, Ali Ramat, propriétaire, à Montpellier, du restaurant le Rajasthan, se mobilise pour introduire les vins du Languedoc en Inde. Sa chance est de bien connaître le marché indien et les vins de la région. Son épouse Jacqueline est, en effet, propriétaire de vignes dans la haute vallée de l'Orb. Lui même s'est associé à des vignerons de Faugères, des Corbières et de Montpeyroux pour, dès 1999, ouvrir un stand à la Foire de Bombay. Depuis, des vins languedociens s'affichent dans les duty free shops des aéroports de New Delhi, Bombay et Madras. Avec ses amis, Ali Ramat a souvent participé à l'IFOWS (India Food and Wines Show) de New Delhi. En janvier dernier, il était de la délégation conduite par Georges Frêche en Inde qui a présenté à l'hôtel Ashok, un palace de New Delhi, les productions régionales à une centaine de professionnels indiens. Objectif du Pakistano-Montpelliérain : vendre en Inde, d'ici 2008, quelques 400 000 bouteilles de vins du Languedoc.



Couderc : sus à "l'ostracisme" frêchiste

Dans Midi Libre, Raymond Couderc, maire UMP de Béziers fait éclater sa colère contre le conseil régional qu'il accuse de négliger sa ville au profit de Montpellier. Depuis son arrivée, dit-il, Georges Frêche a accordé moins d'un million d'euros de subventions à sa ville : "Dans le même temps, il a mobilisé 20 millions pour acheter le Parc des Expositions de Montpellier, 40 pour le tramway, 5 à 6 pour l'Aquarium. La Région nous coupe les vivres !" Entre les deux hommes, les rapports s'enveniment avec l'affaire du 5^{ème} lycée. Frêche accuse Couderc de refuser de mettre à la disposition de la Région un terrain pour le construire. "En réalité, assène Couderc, Frêche n'a pas du tout envie de faire un lycée à Béziers". Le fameux lycée pourrait dès lors être construit au choix, à Sérignan, à Sauvian, à Boujansur-Libron ou à Bayssan sur le site qu'aménage le conseil général.

Montpellier : l'"entartage moral" de BHL

L'écrivain et intellectuel médiatique Bernard-Henry Lévy était menacé d'un nouvel "entartage" à Montpellier lors de la Comédie du Livre. Il a échappé à l'"attentat pâtissier" en prenant de grandes précautions : il a exigé d'être conduit en voiture à la Maison de la Lozère où le magazine Le Point recevait ses invités. La salle du Rabelais, où il allait prendre la parole, avait été fouillée, fauteuil après fauteuil, les spectateurs contrôlés un à un à l'entrée. Pendant son entretien avec Philippe Lapousterle, deux gorilles se tenaient aux aguets au pied de la tribune. Pour autant, BHL n'a pas échappé à l'"entartage moral" de Rémy Loury. Cet ancien de Midi Libre l'a asticoté sur ses réseaux dans la presse parisienne, très efficaces quand il s'agit de lui éviter des articles désagréables. Lévy a relativisé sa toute-puissance : il n'a pu, dit-il, empêcher la publication de six livres ultra-critiques envers lui.

Le Big brother des Corbières

Le premier adjoint de Villesèque, un village des Corbières, avait une manie : écouter en catimini les conversations téléphoniques de ses administrés. Cet ancien policier avait chez lui un appareil perfectionné qui lui permettait de capter les signaux des téléphones cellulaires. Adjoint à l'urbanisme, il se voulait aussi le Monsieur Propre de la commune et, à tour de bras, il signalait aux autorités et jusqu'au Premier Ministre les entorses supposées des villageois aux règles de la construction. "On savait bien qu'il nous espionnait, raconte une Villesquoise, mais nous n'avions pas de preuve". L'affaire a éclaté quand la soeur du flic-édile a été visée par une plainte qu'il avait lui-même déposée. Les gendarmes ont été chargés d'une enquête pour "atteinte à la vie privée". Démasqué par les enquêteurs, l'espion-justicier a disparu du village.

Socialistes : Ségolène fait un tabac en Lozère

Les dirigeants socialistes de la région sont de toutes les écuries. Dans les Pyrénées-Orientales, ils en pincet pour Fabius. Dans le Gard, pour DSK. Dans l'Hérault, pour Hollande et DSK. Dans l'Aude, pour Montebourg et Fabius. Les apparatchiks lozériens sont les seuls à afficher leur ferveur pour Ségolène Royal. Là-haut, les nouveaux adhérents accompagnent leur chèque d'un mot d'encouragement à la madone des sondages. Alain Bertrand, conseiller régional et secrétaire de la fédération est devenu un fan de Ségolène : "Elle a réussi à capter le coeur des gens de gauche, s'émervaille-t-il. Elle a du charisme, de la fraîcheur, de la solidité, de la légèreté. Face à Sarkozy, elle est crédible".

Carcassonne : Gérard Larrat crée son parti

Dans l'Aude, c'est une tradition des maires de droite : chacun se crée son propre "parti". Hubert Mouly, maire de Narbonne, disposa ainsi pendant 34 ans de Nouveau Narbonne, à la fois un club d'idées et une machine de guerre électorale au service, aujourd'hui de Michel Moynier. Maire RPR de Carcassonne, Raymond Chesa créa, lui, sur le même modèle, l'UPC, l'Union pour Carcassonne ; et voilà que son successeur à la mairie, Gérard Larrat, lance à son tour RPV, "Rassemblés pour la Ville". Pour autant Isabelle Chesa, adjointe carcassonnaise et conseillère régionale se refuse à dissoudre l'UPC, héritée de son père : "En mémoire de Raymond, on peut continuer à travailler avec l'UPC". Entre l'UPC et RPV, il n'y a pas de guerre. Pour Isabelle, ce serait déchirant : elle appartient à l'ancienne UPC comme au nouveau RPV.

Sénat : femmes indésirables

Officiellement, les socialistes présentent la parité hommes-femmes. Mais ce n'est pas la tasse de thé de Raymond Courrière. A 74 ans, le sénateur de l'Aude refuse de s'effacer devant Marie-Pierre Boyd, responsable de la commission femmes de la fédération audoise du PS. : "Quand quelqu'un a fait son travail, dit-il, on n'a pas à le jeter comme une vieille serviette. Je ne suis pas d'accord avec l'idée de geler un siège pour une femme". L'autre sénateur audois, Roland Courteau, estime, lui, avoir fait beaucoup, en 1980, en laissant son siège de conseiller général à une camarade. Comme les trois députés sortants devraient être également reconduits, le pack parlementaire socialiste audois restera vierge de toute femme.

Sète : Lafarge ne fera pas la loi

Michel Mateu, président de la chambre de commerce de Sète, ancien adjoint au développement économique de François Comminhes, maire UMP de Sète, est intraitable sur le principe de la libre concurrence. Alors qu'il négociait avec les Ciments Lafarge la convention qui encadrera l'extension de l'usine sur le port, les dirigeants de l'entreprise lui ont demandé d'inclure dans le document une clause qui aurait conduit à écarter de Sète tout concurrent de Lafarge. Mateu a refusé tout net : "le libéralisme est incompatible avec l'esprit de monopole".

La Marianne du vin à un Catalan

L'hebdomadaire de Jean-François Kahn attribue sa Marianne du vin à Laurent de Bésombes Singla, propriétaire à Saint Laurent-de-la-Salanque (Pyrénées-Orientales) du domaine Singla. Créée en 2005, cette distinction est attribuée chaque année à "dix défenseurs de la cause du vin, ceux qui refusent de succomber à la tentation d'une pensée vinicole unique". Marianne salue le "prodige" de la reconversion du domaine Singla et "la merveille" de son Côtes-du-Roussillon "La pinède".

" Nouveau Narbonne "

Le magazine d'informations citoyennes de l'association Nouveau Narbonne est diffusé depuis plus de 35 ans, chaque trimestre, dans toutes les boîtes aux lettres de la ville. C'est une belle performance.

Le numéro de juin affiche avec détermination une volonté politique forte et militante pour l'avenir, mettant en avant la façon de toujours mieux vivre sur son territoire. Michel Moynier, président de l'association, incarne dans son éditorial cette volonté politique avec toujours plus d'annonces, qu'il s'agisse de la mise en oeuvre de l'Agenda 21 local, de la naissance d'un quartier durable, de l'intercommunalité ou bien du plan de déplacement urbain. Il reprend la formule de Francis Bacon : " Celui qui n'appliquera pas de nouveaux remèdes doit s'attendre à de nouveaux maux, car le temps est le plus grand des innovateurs ".

Dans un encadré - titre " Ça va mieux en le disant ", Nouveau Narbonne dénonce la mauvaise

utilisation des fonds publics par la Région et les manquements de Georges Frèche, qu'il s'agisse des lycées, de la Septimanie ou bien des représentations locales (les fameuses " Maisons ") de la Région. Ce dossier pourrait être la suite logique de l'émission " Capital " de M6 qui a consacré récemment un dossier aux dépenses du président de la Région et venir alimenter d'autres émissions comme, par exemple, " Combien ça coûte ", l'émission de Jean-Pierre Pernot sur TF1. Affaire à suivre ?...

NOUVEAU NARBONNE

Pour une EXPANSION de la Cité

Le magazine d'informations citoyennes de NOUVEAU NARBONNE • Juin 2006

2008

L'édito Toujours plus !

Notre Ville change, s'adapte, innove. C'est une réalité quotidienne. En ce moment même, je travaille avec les élus et fonctionnaires sur des questions importantes pour notre avenir.

- **Mise en place de l'Agenda 21** avec un plan d'actions, fruit de la concertation avec un maximum d'acteurs. C'est le nouveau gouvernement.
- **Naissance d'un quartier durable** le premier en France celui du Tholozé avec, notamment, la gestion automatisée des déchets.
- **Un Plan de Déplacements Urbains**



Michel Moynier
Président de Nouveau Narbonne

"Celui qui n'appliquera pas de nouveaux remèdes doit s'attendre à de nouveaux maux ; car le temps est le plus grand des innovateurs" Francis Bacon

Daniel Mach

Une commission d'enquête pour le RMI

Le député de la 1^o circonscription des P.O. souhaite engager une réflexion en profondeur sur le " système RMI ".



Le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) vise, depuis maintenant 18 ans, à permettre l'accompagnement et la réinsertion des chômeurs de longue durée ne pouvant plus faire l'objet d'une indemnisation par les ASSEDIC. Si son objectif est louable, sa mise en œuvre laisse toutefois apparaître un certain nombre de dysfonctionnements, accentués depuis le transfert total de la gestion du RMI aux

conseils généraux. Cette prestation sociale semble parfois même, dans certains départements, revêtir l'aspect d'un outil électoraliste, honteusement financé par l'argent des contribuables français. Certains témoignages de personnels du conseil général des Pyrénées-Orientales attestent même, qu'avant les dernières élections, la consigne aurait été donnée de répondre favorablement aux différentes demandes d'aides sociales.

Le coût de cette prestation, chaque année, est, pour les Pyrénées-Orientales, d'environ 67 millions d'euros pour le RMI, montant qui place ainsi notre département parmi les plus concernés de France.

Des rumeurs de plus en plus persistantes laissent supposer l'attribution incontrôlée du RMI et sans qu'aucune politique d'inser-

tion ne soit envisagée ni mise en place. Notre système d'aide sociale était parfaitement conçu, mais force est de constater que les failles sont de plus en plus nombreuses.

Ces fraudes, à multiples reprises révélées, laissent perplexe et découragent une grande partie de nos administrés qui doutent chaque jour un peu plus de l'usage qui est fait de leurs impôts. Les abus deviennent insupportables et salissent l'image des bénéficiaires du RMI. Paradoxalement, la convention signée entre le conseil général et la Caisse des Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales, lors de la passation de compétence de l'Etat au département, n'a pas évolué. Le nombre de contrôles imposés à la CAF est resté identique alors que le nombre de Rmistes est passé de 10 000 à 16 000.

Plutôt que de demander sans cesse des budgets supplémentaires, je pense sincèrement que le conseil général des Pyrénées-Orientales devrait se préoccuper du problème de fond qui mine le dossier du RMI dans le département. Une étude et une surveillance plus approfondies nous permettraient un meilleur équilibre dans la gestion de cette allocation, une meilleure justice et bien certainement quelques économies non négligeables. Loin d'accréditer l'ensemble de ces rumeurs, je crois que cette situation mérite tout de même de sérieux éclaircissements et pour cela, j'ai décidé de demander la création d'une commission d'enquête. Celle-ci permettrait d'étudier les conditions d'attribution du RMI, la réalité et l'effectivité des dispositifs, et la qualité des politiques d'accompagnement en matière d'insertion menées par les conseils généraux.



Pierre Morel à l'Huissier

La France manque de volonté d'entreprendre

Le député de la Lozère encourage la créativité pour la croissance de demain.

Je m'étais fortement impliqué dans leur élaboration. Elles sont à l'origine de 100 000 emplois nouveaux chaque année. Mais, malgré cette relance, je crois que la France accuse un retard dans l'esprit d'entreprendre, indispensable pour l'avenir de notre pays, sa croissance économique et pour l'emploi. Ce manque de goût pour l'entreprise se traduit pour les jeunes français vers le choix d'emplois administratifs, la gestion, la finance, les banques au dépend de la recherche, de la production et du commerce. L'esprit d'entreprendre, c'est d'abord une envie, l'envie de réaliser un rêve. C'est assumer une liberté, la liberté de créer. C'est acquérir une autonomie nou-

velle. C'est s'investir. L'esprit d'entreprendre, c'est une valeur individuelle mais aussi collective, un travail d'équipe. Mais au-delà, l'esprit d'entreprendre, c'est participer activement à la croissance de notre pays, puisque les projets et les jeunes entreprises innovantes, en grandissant, créent l'économie et la croissance de demain.

La volonté d'entreprendre doit être encouragée dès le plus jeune âge, et ce à partir de notre système éducatif qui actuellement ne stimule pas assez l'esprit de créativité et d'initiative. Notre société doit évoluer dans ce sens. Par ailleurs, pour rompre avec les actuelles lourdeurs et complexités administratives, nous

devons poursuivre notre travail législatif en faveur de l'accompagnement, du conseil, du soutien, d'une formation précise et complète, en particulier sur l'aide et concours à la création et d'encouragement des porteurs de projets.

Sans la volonté d'entreprendre, il n'y a pas de défi, pas de rêves à concrétiser, il n'y a pas de grandes aventures humaines. Nous devons savoir insuffler l'esprit d'entreprendre, nous devons persévérer dans cette voie et j'entends bien participer activement à ce grand chantier.

L'année 2005 a confirmé, en France, la relance de la création d'entreprises amorcée depuis 2003. Ce sont 225 000 entreprises nouvelles qui ont été créées, soit + 8,7% depuis 2003, sous l'effet des mesures des lois Dutreil I et II en faveur de l'initiative économique (5 août 2003) et des PME (2 août 2005).

Région

Le 5^{ème} lycée à Béziers

Quand la région biaisé, truque, galèje, insinue et ment.

Ce n'est pas en répétant plusieurs fois un mensonge que l'on en fait une vérité. Ce n'est pas en répétant que Béziers "refuse obstinément d'offrir un terrain pour l'installation du 5^{ème} lycée" que l'on arrivera à persuader les Biterrois de la mauvaise volonté de leurs élus.

Faut-il encore une fois rappeler qu'au printemps 2004, le Conseil régional avait confié à la SEBLI (Société d'Équipement du Biterrois et de son Littoral) la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction d'un lycée au Port Neuf et de l'IUT au Champ de Mars. Cette solution avait été longuement réfléchie, concertée avec les autorités de l'Éducation Nationale et avec les proviseurs,

étudiée par des programmistes. Le processus de désignation des architectes était en cours.

Pour des raisons que les Biterrois comprendront facilement, le Président de Région (qui est aussi Président de l'Agglo de Montpellier...) a mis fin à toute cette procédure.

La machine est cassée

Qui a cassé la machine ? Qui veut empêcher le 5^{ème} lycée biterrois de voir le jour ?

Quant aux propositions du prétendu "comité citoyen", elles seraient risibles si elles n'étaient faites par des adultes : on ne construit pas (même un lycée) n'importe où et surtout pas en zone agricole (classée NC au POS).

Si le Président de Région refuse de construire le nouveau lycée au Port Neuf, à Sauvian ou Sérignan et s'il veut obstinément l'installer sur la commune de Béziers, il peut toujours s'adresser au Syndicat Mixte de Bayssan qui dispose de terrains en zone constructible.

Mais à Montpellier, on ne veut rien entendre. On a sa vérité. Et pourtant les faits démentent toutes les explications frêchiennes. Qu'on en juge.

Il est évident qu'il est indispensable de soulager le lycée Jean Moulin d'effectifs trop importants par l'installation d'un établissement à Port Neuf.

Un programmiste a travaillé en 2003-2004 sur le profil du nouveau lycée de Béziers après que le Rectorat et les Proviseurs des lycées de Béziers aient dessiné le profil pédagogique du lycée à construire : spécialisation autour du tourisme/hôtellerie et des transports avec formation jusqu'au B.T.S. La proximité du Canal du Midi et de la gare S.N.C.F. est un atout considérable.

Au début de l'année 2004, le projet en était au lancement du concours de maîtrise d'œuvre. Cette démarche a été stoppée par la nouvelle majorité régionale.

Le coût de l'opération n'a jamais été de 100 millions d'euros, chiffre totalement fantaisiste. En effet, les coûts d'acquisitions/démolitions représentent 2 millions d'euros, les terrains SNCF et logement d'activités, 4,7 millions d'euros et 5 millions d'euros, et la construction du lycée (contrat signé par la Région et notifié à la SEBLI, maître d'ouvrage délégué) de 17 millions d'euros.

Soit au total environ 29 millions d'euros.

Le Conseil régional a refusé de mettre en œuvre le projet qui était entièrement prêt et engagé il y a deux ans allant même jusqu'à dénoncer la convention qui fai-

sait de la SEBLI, le maître d'ouvrage délégué.

A noter que ce projet s'inscrivait dans un ensemble d'actions de remodelage urbain, permettant la création d'un pôle multimodal



Le Lycée Henri IV à Béziers

Le MPF gardois réagit à l'actualité

Après l'enterrement du CPE

Devant une telle attitude des politiques, à partir d'aujourd'hui, Philippe de Villiers, Président du MPF, souhaite la bienvenue à tous les français qui se sentent trompés, qui ne veulent plus que le gouvernement recule devant la rue, les syndicats et les casseurs. Le CPE n'était pas le remède miracle, mais il valait mieux un emploi précaire que pas d'emploi du tout.

Mais aujourd'hui, il faut absolument alléger les charges pesant sur nos entreprises afin de leur permettre d'embaucher... En effet le problème de fonds quelles que soient les mesurètes mises en place n'est pas traité.

Dans le Gard, le nombre des chômeurs est évalué à 33 722, dont 6 055 de moins de 25 ans pour l'année 2004, soit 14.2 %. Tous les jours l'ANPE traite plus de 400 contacts avec les entreprises. En 2005, 144 666 offres d'emploi ont été proposées par les agences du Gard.

Aux élections présidentielles : Une main tendue - Pourquoi ?

Philippe de Villiers, qui est déjà en campagne pour l'élection pré-

sidentielle, a opposé une fin de non-recevoir à l'appel de Jean-Marie Le Pen pour une "coalition des patriotes" en 2007. Pour faire une union de ce type, il faudrait encore "être d'accord sur les idées", a déclaré le président du MPF.

Le Pen découvre un peu tardivement qu'il faut faire passer les idées avant les hommes, c'est une bonne chose. Mais tout le monde sait qu'il n'est pas le mieux placé pour rassembler le camp des patriotes.

Philippe de Villiers, qui aspire à faire du MPF un "grand mouvement populaire", est crédité de 6 à 8% des intentions de vote dans le dernier sondage Ipsos-Le Point. 12% des ouvriers partagent ses idées et 25% des électeurs qui ont voté Le Pen aux élections régionales de 2004 se disent prêts à voter Villiers à la prochaine élection présidentielle.

Actuellement, les nouveaux adhérents du MPF sont issus de toutes les couches de la société, le FN et le MNR bien sûr, mais aussi de l'UMP, l'UDF et des chevènementistes.

Propos recueillis auprès de Marc Taulelle et Elizabeth Pascal - représentants du MPF dans le Gard.

(gare S.N.C.F./gare routière/parkings) et permettant la transparence de la gare S.N.C.F. (qui fait barrage aujourd'hui entre le centre ville et le port neuf).

Dans la mesure où le Conseil régional refuse cette solution, la mairie de Béziers lui a suggéré d'accepter les propositions des communes de Sérignan et de Sauvian, situées au cœur d'un bassin de population de près de 15 000 habitants (Sérignan, Sauvian, Valras, Villeneuve-les-Béziers, Cers, Vendres), avec une très forte dynamique démographique et une position privilégiée au regard des fonctions tourisme hôtellerie.

L'argument selon lequel on ne peut pas construire un lycée dans de "petites" communes ne tient pas si l'on observe ce qui s'est passé autour de Montpellier (Lattes, Castelnau-le-Lez, Saint Clément de Rivière,...), ou ce qui va se faire à Alès (Saint Christol).

En réalité, le Conseil régional n'a pas envie de construire le lycée de Béziers et tente de faire reposer la "faute" sur la mauvaise volonté du maire de la Ville. Peine perdue car il semble y avoir preuves et arguments pour démontrer le contraire.

Chiffres

A Sète, tous les compteurs sont au vert

Un sondage en date du mois de mars dernier souligne que les Sétôis sont satisfaits de leurs élus.



François Commeinhes, maire de Sète, répond à Midi's Pile :

Pouvez-vous apporter un commentaire sur les chiffres dévoilés par ce récent sondage ?

" Cet observatoire d'opinion que nous mettons en place chaque année, nous permet de connaître la perception des Sétôis sur les travaux en cours et les orientations souhaitées de manière significatives. Il se dégage de ces chiffres que l'action menée par l'équipe municipale qui est en place correspond aux attentes des Sétôis. D'autre part, nous n'avons pas ressenti un infléchissement de l'indice de satisfaction par rapport à 2005 et, en ce qui concerne la popularité du maire, nous sommes en augmentation de 13%. Cette notoriété est due aux deux gros dossiers engagés en 2006 : le projet de fusion des

communautés d'agglomérations du bassin de Thau et de Montpellier, ainsi que l'option choisie pour le devenir du port de Sète face aux propositions venues d'ailleurs. En bref, la population pense que ce serait une bonne chose si les deux agglomérations se rapprochaient ".

En vue des échéances électorales futures, comment percevez-vous ces résultats ?

" On en est encore loin, mais il vaut mieux constater en cette période que 71% des Sétôis pensent du bien de leur maire, d'autant que cela m'encourage à poursuivre mes orientations. D'autre part, on se rend compte que, pour les affaires municipales, les clivages politiques s'estompent par rapport aux dossiers nationaux. Je crois que les Sétôis sont conscients que la ville avait besoin d'une politique d'investissements et d'aménagement structurants, ce qui n'avait pas été le cas depuis quelques années, et ils en constatent maintenant ses aspects bénéfiques ".

Du côté de l'agglomération de Montpellier, comment sont analysés ces chiffres ?

" Les dernières décisions préfectorales qui vont dans le sens de la loi attribuent le port à la Région, qui va constituer un syndicat mixte à géométrie variable pour Sète, Frontignan et Port-la-

Nouvelle, et il y a de la place pour le Département. Tout cela va se faire normalement à partir du 1^{er} janvier 2007. On en tirera des avantages économiques, de proximité et de réactivité sur les grandes décisions à prendre dans le cadre du développement de l'activité portuaire. Le poids de cette structure sera plus efficace que lorsque la Ville de Sète en était gestionnaire. En effet, lorsque vous allez discuter avec de gros opérateurs maritimes, et lorsqu'ils s'aperçoivent qu'il y a une Région qui est derrière le port, c'est plus rassurant qu'une petite chambre de commerce ou une petite ville portant le projet. De plus, comme l'Etat depuis quelques années n'avait pas fait preuve de générosité pour améliorer les investissements portuaires, je pense que la Région est maintenant au pied du mur et va être conduite à faire les investissements qui s'imposent ".

La fusion des communautés d'agglomérations, c'est pour quand ?

" Nous n'y sommes pas encore, et jusqu'aux prochaines municipales, nous avons décidé de ne plus en reparler. Mais après, avec les élus, nous pourrions travailler sur le rapprochement des trois communautés d'agglomérations, Montpellier, CABT et CCNBT, et ainsi nous atteindrions près de 480 000 habitants. Dans ce contexte, je pense que les orientations de l'intercommunalité seront un argument de toute liste électorale. Enfin, je constate que sur les gros dossiers comme ceux que l'on vient d'évoquer, si le maire est suivi dans les sondages d'opinion par la population, et si sa vision est soutenue par la majorité de ses concitoyens, c'est rassurant pour l'avenir ".

Propos recueillis par
Yvan Marcou

Sourds de tous les pays...

"Aucune frontière ne sépare les êtres dans la culture sourde" a confié Françoise Chastel, vice-présidente des sourds de Montpellier, au "Quotidien d'Oran". L'organisatrice du sommet méditerranéen des sourds à Montpellier participait, en novembre dernier à Sidi Bel Abbès, à un séminaire sur la langue des signes. Elle y préparait aussi le prochain sommet qui devrait se tenir en 2008 en Algérie. La région est en pointe dans la coopération avec les sourds du Maghreb. Un stage

de langue des signes a déjà été organisé à Montpellier pour des étudiants tunisiens. Françoise Chastel a dit sa confiance dans la capacité des sourds-muets algériens à sortir de leurs difficultés : "En France en 1975 les sourds vivaient les mêmes problèmes qu'actuellement les personnes sourdes en Algérie. Nous avons réussi à faire reconnaître nos droits. Depuis 2005, la langue des signes est reconnue en France comme une vraie langue".

sète en chiffres

71 % des Sétôis pensent que François Commeinhes défend bien notre ville

* Source : étude de l'Institut BVA réalisé du 21 au 26 mars 2006 selon la méthode des quotas auprès d'un échantillon représentatif de 602 personnes.

Au service de notre ville

François Commeinhes
votre maire

sète
2010

Si loin
si proche

L'Aménagement du Cadre de Vie

ville de sète

UMP

Le " Show " de Nicolas Sarkozy

Devant 7000 militants à Nîmes le 9 mai, le président de l'UMP a livré ses clés pour " Construire ensemble l'avenir de la France ".



Devant une tribune qui rassemble la majorité des cadres de l'UMP du Grand Sud et une salle comble vouée à sa cause, Nicolas Sarkozy est venu faire partager " cet idéal qui nous rassemble et qui porte un nom : la France ! ".

Dressant le portrait d'une France qui " souffre aujourd'hui (...)

parce qu'elle ne sait plus pourquoi elle est ensemble, ni ce qu'elle a à dire au monde ", il entend fédérer tous ceux qui désespèrent " de voir notre pays régresser ".

" Depuis 25 ans, la France a souvent été prise d'un vertige destructeur. Abîmé le travail, quand celui qui travaille gagne moins

que celui qui ne travaille pas (...), abîmés l'économie et l'esprit d'entreprise (...), abîmé le service public (...), abîmées l'école, l'université, la justice (...), abîmée la politique quand le mensonge l'emporte sur la vérité", a-t-il poursuivi.

Pour le président de l'UMP, " si les Français doutent, c'est d'abord parce que les responsables politiques eux-mêmes n'y croient plus. Ils n'ont plus de projets, plus de vision, parce que tant d'années d'immobilisme ont fini par les convaincre que plus rien n'était possible". " Ma vérité est aux antipodes de cette attitude ", a-t-il martelé.

Fustigeant " les ravages de l'immobilisme ", il a rappelé que " les choses pouvaient changer. Parce

que nous allons construire ensemble le chemin qui fera entrer la France de toujours dans le monde de demain ".

" Construire cette France forte ", c'est construire " une société ferme, de la promotion sociale plutôt que du nivellement " ; c'est " reconstruire l'Etat " et " restaurer l'autorité " en même temps que la tolérance.

" Il nous faut nous mettre au travail, trouver les moyens de faire notre chemin dans un monde difficile en restant fidèles à nos valeurs éternelles. Il nous faut créer plus de richesse et être justes. Il nous faut restaurer l'autorité et être tolérants. Il nous faut être fermes et accueillants. Il nous faut offrir aux Français une vie meilleure et leur rendre confiance dans l'avenir. Tout cela, le génie de notre peuple l'a fait dans le passé. Ce génie, il est resté intact. Il n'attend qu'une chose : qu'on le laisse s'exprimer ". Avant de conclure : cet avenir de la France, " je suis déterminé à le construire avec vous ".

Yvan Marcou



Exclusivité

Jean-Pierre Grand, député-maire de Castelnau-le-Lez réagit pour Midi's Pile à l'actualité de sa majorité



Le Premier Ministre et Jean-Pierre Grand en déplacement officiel à Moscou

La crise du CPE

Chacun sait que le Premier Ministre a mis toute son énergie pour faire reculer le chômage et en particulier celui des jeunes. Les résultats sont là. En dix mois, 200 000 chômeurs de moins. Le CPE était pour le Premier Ministre un instrument qui per-

mettait à une partie de la jeunesse française de trouver le chemin de l'emploi durable. Pour des raisons politiques, voire même politiciennes, il a été combattu par les syndicats qui ne défendent pas les intérêts des chômeurs, par les partis politiques qui n'ont aucune envie que le Premier Ministre réussisse à faire baisser le chômage des jeunes et par le MEDEF qui a joué une partition regrettable en ne défendant pas la mauvaise image des patrons véhiculée par les anti-CPE.

L'affaire Clearstream

J'observe que le principal acteur de ce feuilleton, le Général Rondot, que tout le monde considère comme un homme intègre, a

clairement remis les choses à leur place en dénonçant les manipulations et les fausses informations.

A cette occasion, il témoigne de la bonne foi de Dominique de Villepin et de la totale transparence du Président de la République. Il s'agissait donc bien d'une affaire dont le premier but était de déstabiliser Jacques Chirac et Dominique de Villepin qui apparaît aujourd'hui comme la principale victime de cette cabale politico-médiatique. Désormais, la seule question que l'on puisse se poser, c'est de savoir comment, au Luxembourg, à quelques centaines de mètres des institutions européennes, peut fonctionner une entreprise comme Clearstream dont les

activités opaques, en liaison avec les paradis fiscaux, sont avérées ? C'est là le vrai problème et la véritable affaire.

Le discours de Nicolas

C'était tout à fait naturel que comme député UMP du Languedoc-Roussillon, je me rende à Nîmes, au meeting régional de Nicolas Sarkozy le président de mon parti politique. Je souhaitais également connaître et ressentir plus directement son message de campagne électorale. La question que je me pose, c'est l'opportunité pour l'UMP, ses ministres, ses élus, ses cadres, d'être, dès aujourd'hui, en campagne pour les élections présidentielles qui auront lieu dans dix mois.

Conférence de presse

Les masques tombent et les comportements demeurent

Le 8 juin, Jacques Blanc, accompagné par les conseillers régionaux de l'UMP, a livré devant la presse régionale son analyse de l'action de l'exécutif régional en place depuis deux ans.



Le diagnostic de l'ancien président de la Région repose sur le compte administratif 2005 reflétant la politique mise en œuvre par Georges Frêche, au titre du premier exercice comptable de pleine action depuis son élection.

Il fustige le tribun local qui, par ses tonitruants effets de manches et ses fortes déclarations, masque et privent, selon lui, les habitants du Languedoc-Roussillon d'un débat objectif portant sur la gestion de la Région. Cela ressort d'une comportementale entendue, rodée et mise au point pour occuper la scène médiatique. "Mais j'ai refusé de me laisser aller aux polémiques sans intérêts, même si on avait quelques occasions idéales et un peu de pain béni. Je me suis gardé de toutes déclarations, j'ai laissé et regardé les socialistes régler un certain nombre de leurs comptes. Mais ce n'est pas cela qui m'intéresse. Ce qui m'intéresse, c'est la réalité de l'action régionale."

La Région est en panne

En matière de lycées, sur 10 ans, l'ancienne majorité avait consacré 1,5 milliard d'euros à la rénovation de 75 lycées, la

construction de 11 lycées et avait engagé la procédure de construction pour 4 autres, soit 500 000 euros engagés quotidiennement en investissement et en fonctionnement. Alors le milliard de programmation sur plus de dix ans annoncé par Georges Frêche n'a rien d'exceptionnel. Il correspond en réalité, sur les six années de mandat effectif 2004-2010, à 877 millions d'euros. De plus, le nouveau Président de Région, qui a augmenté les impôts avec un taux record en France, a stoppé net, par pur sectarisme, les projets en cours de réalisation, si bien que les lycées, qui devaient ouvrir leurs portes à la rentrée 2005, ne seront

pas opérationnels avant la rentrée 2006 et même probablement 2007. "C'est de la tromperie, il y a un décalage entre les annonces et les faits, les chiffres sont là, ils sont objectifs et comparables. En 2003, nous avons investi pour l'enseignement et la formation 140,2 millions d'euros ; en 2005, la Région en a mis 95,5 millions d'euros, soit 31,88 % de moins. Le seul vrai changement intervenu, c'est celui de la gratuité des livres scolaires, mais chacun sait le fiasco que cela a donné. En 2006, cette opération va se poursuivre avec de nouveaux frais, soit 23 000 euros annuels pour un stockage de livres qui ne serviront que quatre mois et pour l'embauche de 304 contractuels en CCD de quatre mois pour en assurer la distribution."

Les logements sociaux sont également oubliés par la Région, selon Jacques Blanc. Les investissements et crédits de paiements réalisés dans ce chapitre en 2005 représentent, en effet, 84,43 % de moins qu'en 2003.

Le développement rural subit lui aussi une érosion puisque de 41,2 millions d'euros en 2003, il est passé à 29,2 millions d'euros, soit 29,47 % en moins, et le programme "montagne" a été totalement abandonné.

Les actions économiques sont en régression avec une baisse de 19,17%. Les crédits pour l'enseignement supérieur sont nuls et ceux qui sont consacrés à l'agriculture et à la pêche ont été diminués de 4,2 millions d'euros. Il n'y a plus de dossier pour le Pôle chimie, et les villes dirigées par la droite ne sont plus aidées.

Les transports, la poste et les télécommunications sont le seul chapitre où les crédits de paiement réalisés sont en augmentation de 115,13 %. Cependant, on retrouve seulement 23,3 millions d'euros d'actions nouvelles qui correspondent au financement de la ligne 2 du tramway de Montpellier alloué à la Communauté d'Agglo de Montpellier.

La culture ne retrouve plus non plus ses subventions mettant volontairement à mal de nombreuses manifestations, festivals ou expositions qui se tiennent dans les villes où la droite est aux manettes.

Avec ce tir de barrage, nourri et précis sur les gestionnaires en place, le sénateur, président de l'UMP en Lozère, se place comme le patron de l'opposition

régionale dans un style offensif qui lui convient bien. Ainsi, il ouvre la voie à la contestation en Languedoc-Roussillon et, peut être au-delà, en démontrant point par point, chiffres à l'appui, que malgré la pression fiscale qui a doublé, les socialistes sont en panne, et que l'exécutif actuel a perdu deux ans. "C'est triste, car ce que nous avons préparé et programmé, arrive seulement maintenant. De plus, la Région n'avait pas besoin d'augmenter les impôts, car avec cette cagnotte fiscale elle a décidé de rembourser des prêts par anticipation, ce qui n'a aucun effet productif mais bien un effet destructeur pour les contribuables."

Il se pourrait bien que cette cagnotte soit constituée dans un intérêt stratégique et qu'elle serve de fonds de commerce aux promesses des candidats socialistes qui se présenteront aux échéances électorales futures. Et d'ajouter : "N'avons-nous pas déjà entendu dire, pour l'instant je suspends les subventions et je les réaffecterai à mes amis quand ils seront élus ?..."

Propos recueillis par
Yvan Marcou

Jacques Blanc a la confiance des anciens

Réélu président de l'UMP en Lozère, le sénateur a été "sensible à la confiance des militants de la Lozère", en particulier les anciens du Rassemblement Pour la République (RPR) qui se sont engagés avec lui dans le combat politique régional.

L'UMP du département est en ordre de bataille avec Francis Saint Léger, député de la 1^{re} circonscription de la Lozère et Pierre Morel à L'Huissier dans la 2^e. Jacques Blanc réitère "l'unité derrière le candidat à la Présidence de la République et président de l'UMP sur le plan

national, Nicolas Sarkozy". Le président souhaite apporter sa contribution, d'une part, comme président renouvelé du département de la Lozère et comme président du groupe UMP du Conseil régional.

Il ajoute attendre "avec sérénité le rapport définitif de la Chambre régionale des comptes" qui, selon lui, "remettra les choses en place."

Propos recueillis par
Yvan Marcou

Visites ministérielles dans l'Aude

L'étape d'Alain Lamassoure en terre audoise

Dans le cadre de ses visites de terrain sur le territoire de la circonscription Grand Sud Ouest, Alain Lamassoure était dans l'Aude le vendredi 21 avril. Après être allé à la rencontre des ostréiculteurs de Leucate, Alain Lamassoure a été accueilli dans la permanence de Narbonne et

s'est adressé aux militants venus en nombre pour l'écouter et échanger avec lui.

Entouré d'Isabelle Chesa, conseillère régionale et présidente de l'UMP audoise, et de Michel Py, maire de Leucate et secrétaire départemental, l'ancien ministre des Affaires européen-

nes a félicité le dynamisme de la fédération qui a rempli les objectifs fixés par Nicolas Sarkozy.

Alain Lamassoure, actuel secrétaire national de l'UMP en charge des questions européennes a parlé d'Europe devant des militants attentifs à ses propos, mais il a également parlé de la France. Quatre ans jour pour jour après le séisme électoral du 21 avril, en cette date anniversaire, un constat simple et lucide a été délivré sur la situation de notre pays qui a connu une succession de crises sans précédent.

Alain Lamassoure a alors rappelé à l'opposition qu'il y avait le choix entre deux attitudes : celle qui consiste à ne rien faire et rester les bras croisés et celle que soutient l'UMP qui consiste à vouloir avancer et trouver de nouvelles solutions, dans un seul but : celui de l'intérêt général.

Dans la perspective des futures échéances nationales de 2007, il sait que l'UMP pourra compter



sur ces militants et ses élus pour proposer une rupture avec 25 ans de politiques similaires.

Le verre de l'amitié a été levé et Alain Lamassoure a pu discuter librement en toute simplicité avec les militants avant de partir pour un déjeuner de travail ayant à l'ordre du jour l'Europe et la viticulture.



Brice Hortefeux au déjeuner populaire de la Fédération de l'Aude



Brice Hortefeux, en sa qualité de ministre délégué aux Collectivités Territoriales, a inauguré le nouveau front de mer de La Franqui, à l'invitation de Michel Py, maire de Leucate, en présence de Gérard Larrat et de Michel Moynier, respectivement maire de Carcassonne et de Narbonne, d'Isabelle Chesa et Jacques Blanc, conseillers régionaux.

Il s'est ensuite rendu à Port-Leucate, au village vacances "Rives des Corbières", en sa qualité de secrétaire général délégué de l'UMP, pour un déjeuner populaire où près de 300 militants étaient réunis.

Michel Py, svecrétaire départemental, et Isabelle Chesa, présidente départemental ont présenté à Brice Hortefeux, une fédération de l'Aude dynamique et en ordre

de marche forte de ses 1600 adhérents, dont 300 nouveaux, pour affronter les échéances électorales de 2007.

Brice Hortefeux a lui délivré un message exhortant les militants à se tenir prêts pour les futures échéances de 2007.

Il a développé devant eux la vitalité du mouvement, qui a comme

objectif 300 000 adhérents : un mouvement démocratique où les militants voteront pour leur programme législatif et leur candidat à la présidentielle, comme le prévoient les statuts. Il a ensuite évoqué les thèmes de la réforme et de la rupture, et salué l'ensemble des militants, avant de repartir pour Clermont-Ferrand.



Castelnau-le-Lez

La visite de Jean-François Copé à Jean-Pierre Grand

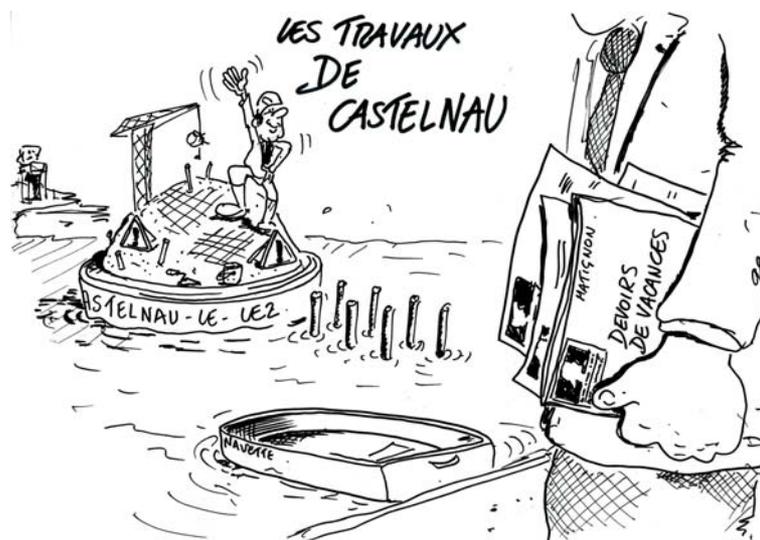
La venue du ministre était programmée de longue date. Elle a finalement eu lieu le 28 juin. Profitant d'un rendez-vous à Montpellier et d'une invitation à dîner au Crif le soir même, Jean-François Copé a fait escale à Castelnau.

© Yvan Marcou



Le député-maire de Castelnau-le-Lez, Jean-Pierre Grand, en accueillant dans sa mairie le ministre du Budget et de la réforme de l'Etat, porte parole du gouvernement, a souligné, avec une pointe d'humour, que ce dernier était avant tout le ministre de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin, mais qu'il le recevait aussi en tant que militant politique et maire de la ville de Meaux,

Et de conclure, " *Quand j'entends que le gouvernement va trop vite, est ce que, quand il se pose à un pays des problèmes urgents, nous avons le droit d'agir lentement ? Naturellement non. Et ici, nous avons parfaitement compris que nous ne pouvons pas perdre encore un an, et c'est pour cela que je soutiens aussi fermement, comme je m'y suis engagé, le gouvernement de la République.* "



" *ce qui ne permet à personne de dire qu'il y a au gouvernement des femmes et des hommes qui sont déconnectés des problèmes et de la réalité quotidienne.* " Soutien non dissimulé à l'action du Premier Ministre "... *qui est en campagne pour la France et non en campagne électorale.* "

Ensuite, Jean-Pierre Grand est revenu sur les problèmes qui le préoccupent, notamment le chômage, la détresse de certaines femmes seules, la question du pouvoir d'achat, la crise de la viticulture...

Chaque minute compte en dehors des discours populistes, sur la ligne d'une feuille de route tracée par le Président de la République. "

En réponse, Jean-François Copé a signifié au député-maire de Castelnau-le-Lez qu'" *il avait tout entendu* " et qu'" *il signait en bas de tout* " ce qu'il venait de dire. Le ministre est, en effet, au fait de ces problèmes quand il est sur le terrain toutes les semaines pour écouter les contribuables et pour vérifier que son administration fonctionne bien. Il était d'ailleurs ce même jour à Montpellier

pour mettre en place, sur Internet, la plate-forme de service pour les entreprises.

Très heureux de se retrouver à Castelnau, au milieu des amis de Jean-Pierre Grand, Jean-François Copé a indiqué qu'il y avait aujourd'hui en France un gouvernement " *comme il n'y en pas eu depuis longtemps* ", travaillant pour la mise en place de réformes à tous les étages, " *mais hélas dans une ambiance politique bien morose* ". Le courage aujourd'hui, selon lui, c'est de continuer à travailler sans se demander quel sera le prochain sondage, la prochaine critique. Lui qui a connu en quelques années l'euphorie de la victoire et les angoisses de la défaite, il sait que les lendemains de défaite sont toujours difficiles : " *La victoire est sans père et la défaite est orpheline. Toute personne qui*

s'est engagée dans le combat politique le sait bien ! "

Etant issu de la génération des enfants de la télé et des débuts de la mondialisation, le vrai combat, selon le ministre, l'année prochaine, aura lieu entre conservateurs (sous-entendu le parti socialiste) et réformateurs (la majorité)... " *On ne peut pas continuer à avoir deux Frances... Aujourd'hui il faut les rassembler avec des valeurs qui sont en cohérence avec ce que nos parents nous ont enseigné, c'est-à-dire se respecter les uns les autres, se parler, s'écouter, se comprendre se découvrir...* " Tout un programme qui passe par la réduction de l'inégalité des chances dans les quartiers, la valorisation du travail, l'encadrement du RMI... Jean François Copé va s'engager à fond dans cette bataille. Affaire à suivre...

Y.M.

sète en chiffres

Pour **72%** des Sétois

la fusion des communautés d'agglomération du bassin de Thau et de Montpellier serait une bonne chose pour la culture, 70% pour les transports, 67% pour le sport, 62% pour l'aménagement du territoire, 54% pour l'économie de Sète*

* Source : étude de l'Institut BVA réalisé du 21 au 26 mars 2006 selon la méthode des quotas auprès d'un échantillon représentatif de 602 personnes.

Ouvrir notre ville
François Comminhes
votre maire

sète 2010 Si loin si proche

Le Développement Économique

Olonzac en Minervois

Gérard Marcouire, portrait d'un parcours atypique



Gérard Marcouire est né en 1951 dans le petit village de La Caunette. Fils d'une famille d'ouvriers agricoles de quatre enfants, il commence à travailler en 1969 avec son certificat d'étude en poche. En 1978, il a créé son entreprise de métallerie ferronnerie, qu'il déplace sur

Olonzac en 1985 et qu'il dirige aujourd'hui avec 10 employés.

En 1995, M. Maris, qui se présentait à la mairie d'Olonzac, le sollicite pour faire partie de son équipe en tant qu'adjoint aux travaux pour suivre les dossiers techniques.

Conseiller général

En 2001, avec une nouvelle mandature locale, à la demande et sur l'insistance des décideurs régionaux, dont Jacques Blanc, il se

présente aux élections cantonales, sans étiquette mais classé divers droite. Après avoir géré seul, avec quelques affiches et sans budget, sa campagne, il est élu conseiller général de l'Hérault à la grande surprise de tous, en battant de peu les ténors socialistes en place depuis plus de 20 ans. Il explique ce succès par le rejet, par sa famille politique, de son adversaire socialiste mais surtout par la reconnaissance de son travail effectué au profit de sa collectivité et pour les associations du secteur, dont le club de rugby et le festival du Minervois.

Malgré ses responsabilités d'entrepreneur, il reçoit tous les mardis à sa permanence. " C'est pour cette raison que nous n'avons pas d'élus sociaux professionnels. Je dois être l'un des seuls sur les 49 actuels conseillers généraux. "

Maire

Suite à de graves problèmes de santé, l'ancien maire d'Olonzac

doit démissionner en 2003. C'est donc vers Gérard Marcouire que tous les regards se tournent et qui accepte de présider aux destinées de cette commune.

Le Minervois

En 2005, fort de cette investiture, il décide, avec 13 autres maires du canton d'Olonzac et deux du canton de Saint-Chinian, de créer la Communauté de communes " Le Minervois " qui comprend près de 6 000 habitants. Elu président, ce nouveau mandat parachève un parcours politique guidé par l'intérêt collectif. " Cette honnêteté envers tous mes interlocuteurs, de quelque tendances qu'ils soient, a toujours été ma règle. Ainsi, je n'éprouve pas trop de difficultés pour faire avancer les dossiers. Je ne suis pas un alimentaire de la politique. "

Et les dossiers ne manquent pas. Gérard Marcouire souhaite deve-

opper avec réalisme et pragmatisme le tissu économique et social local. Dans un bassin de vie tourné vers l'Aude, où la viticulture prend une place prépondérante et où la qualité de vie n'est plus à démontrer, le tourisme doit y trouver, en complément, un nouvel essor. La taxe de séjour vient d'être mise en place, et un office de tourisme intercommunal devrait voir le jour. La proximité des grands centres touristiques tels que Minerve à 20 km qui accueille 300 000 visiteurs par an et la cité de Carcassonne, sont en effet une manne et de formidables produits d'appel, en dehors de toute politique malthusienne des grandes villes environnantes.

" Je regrette que l'on centralise tout autour des grandes villes. Les créations des petites entreprises devraient pouvoir profiter aux communes environnantes pour une distribution plus rationnelle des bassins d'emplois et de la richesse. "

Y.M.

Elections - horizon 2007/2008

Montpellier

La candidature de Jacques Domergue

Le député se prépare à la prochaine élection municipale depuis 2002, lorsqu'il était opposé pour les législatives à Georges Frêche alors maire de Montpellier.



Jacques Domergue est convaincu que les Montpelliérains lui ont fait un signe

Midi's Pile : Quelles ont été vos motivations au lancement de votre candidature ?

Jacques Domergue : Pour les Montpelliérains, cette annonce n'a pas été une surprise. Elle ne fait que confirmer le travail de ces dernières années.

Dès la rentrée de septembre, je déclinerai à l'occasion d'une conférence de presse mensuelle les différents aspects du programme.

Si vous êtes élu, que souhaitez-vous apporter aux Montpelliérains ?

Jacques Domergue : Je crois qu'aujourd'hui, Montpellier est confrontée à de graves problèmes qui n'ont pas été résolus depuis plus de 30 ans. En matière de sécurité tout d'abord. Montpellier est en effet l'une des grandes villes de France où la petite délinquance est la plus importante. Ensuite l'emploi avec 22,4 % de chômage sur Montpellier intra muros.

D'autres gros dossiers sont en suspens : le problème de la circulation en ville qui n'a malheureusement pas été amélioré par la mise en service des transports en commun et du tramway en raison de l'absence de rocade ; le problème des déchets qui n'est toujours pas réglé ; une crise aigue du logement avec l'inflation du foncier et le manque de logements accessibles pour les jeunes couples.

Concernant les réalisations à modifier, mon équipe et moi-même travaillons sur l'idée de

la gratuité du tramway. En effet, auparavant, 17 % des Montpelliérains utilisaient les transports en commun. Or ce chiffre n'a pas évolué depuis 2001, date de la mise en circulation de la première ligne de tramway. Sa trajectoire devra également être légèrement modifiée avec la mise en place d'une ceinture autour de l'Ecusson reliant la Place Albert 1^{er} à l'Esplanade du Peyrou et à la Gare en passant par le Jeu de Paume.

Je ne suis pas d'accord avec le projet d'implantation de la Mairie en lisière des limites de la commune de Montpellier. Ce bâtiment, qui coûtera entre 120 et 150 millions d'euros, doit être transformé en hôtel d'Agglomération. Les sommes ainsi récupérées pourront être réinvesties dans le logement pour les jeunes couples souhaitant accéder à la propriété et pour la rénovation des logements sociaux.

Que pensez-vous de la possible candidature de Jean Marie Cavada ?

Jacques Domergue : La discussion très ouverte que j'ai eue avec Jean Marie Cavada m'a permis de constater que c'est un homme intelligent dont les orientations politiques sont davantage axées sur des activités internationales que sur la gestion municipale.

Pour être maire de Montpellier, il faut aimer cette ville, y vivre, y travailler et s'y investir à 100 %. C'est ce que je fais depuis 35 ans.

Peut-il y avoir des discussions avec l'UDF avant le premier tour pour une stratégie commune ?

Jacques Domergue : Quel que soit le responsable de la liste UDF annoncée par son président, j'ai toujours dit et je le confirme que nous ne gagnerons Montpellier qu'avec l'ensemble des forces politiques qui partagent nos idées. L'UDF en fait partie.

Louis Nicollin

Une famille, un groupe, une destinée



Le président Louis Nicollin est à la tête d'un directoire de valeur nationale

Avec près de 4 600 employés et un chiffre d'affaires de plus de 230 millions d'euros en 2004, le Groupe Nicollin, avec 38 sociétés réparties sur le territoire national et outre-mer, a pris aujourd'hui une part prépondérante du marché français de la propreté urbaine et industrielle. Depuis 60 ans, la Nicollin holding SA et les hommes qui la composent tentent de gagner leur pari : offrir un service de qualité irréprochable, tout en œuvrant au respect de l'environnement et du cadre de vie.

Avec la mise en œuvre des techniques les plus modernes et une gestion pointue des ressources humaines, le Groupe a su évoluer, gagner la confiance de nouveaux clients et multiplier ses implantations.

Ainsi, la famille s'est agrandie, et sa philosophie reste intacte : mieux on connaît ses clients et mieux on les sert.

À la tête de ce directoire, le président Louis Nicollin est âgé aujourd'hui de 63 ans. Il est né à Valence dans la Drôme, mais sa famille trouve ses origines dans la ville de Lyon. Son père y était le patron d'une florissante société spécialisée dans la vente du charbon et du fioul domestique. Elevé en partie par sa grand-mère qui vivait à la campagne, il entame une scolarité chez les Jésuites, où son goût relatif pour le latin ne le prédispose pas à y rester plus de trois ans. Ainsi, il rejoint jusqu'à l'obtention du baccalauréat le célèbre Cours Pascal,

qui regroupe les enfants des familles huppées de la place et surtout, comme il le confie, ceux qui en particulier ne sont pas motivés et concernés par de longues études...

L'entreprise familiale

Dès lors, comme la société Nicollin diversifie ses compétences avec le démarrage de la collecte des ordures ménagères, devenue depuis son activité phare, Nicollin père embauche le jeune Louis dans l'entreprise familiale.

"Alors, plutôt que d'apprendre le métier d'ingénieur, car j'aimais beaucoup les mathématiques et j'avais de bons résultats, j'ai appris celui des hommes qui travaillent dur. Déjà pendant les vacances scolaires, dès l'âge de 15 ans, mon père m'avait mis derrière les bennes à ordures. A 18 ans, j'ai passé mon permis poids lourds et puis l'aventure à démarré. J'ai donc rejoint l'école de la vie, celle où l'on se forge le meilleur des diplômés. Découvrir l'entreprise par le bas de l'échelle, prendre la douche, en fin de journée de travail, avec les ouvriers de mon père, comprendre à leurs côtés les fins de mois difficiles. Je me suis beaucoup enrichi avec ces contacts humains."

A cette période, Louis Nicollin, à l'occasion d'un stage chez Berliet, a été en relation avec le plus

grand délégué syndical CGT du lieu auprès duquel il a analysé en détail les arcanes d'une entreprise, dont la notion qui habitait son père et qui ne le quitte désormais plus : ne pas se tromper dans le choix de ses collaborateurs, former une équipe compétente et lui donner les lignes directrices. *"Voilà un des moyens pour réussir, si on n'est pas trop stupide. Puis, l'école de la vie, à 20-25 ans, c'est la meilleure. Elle m'a appris les bons et les mauvais côtés des hommes, et surtout à mieux connaître son prochain. A cette époque, il n'y avait pas les 35 heures et la RTT, et ceux qui ramassaient les poubelles ou qui livraient le charbon n'étaient pas des énarques. Mais dans ce contexte, il faut l'avouer, j'avais la chance d'avoir un père qui s'était élevé avant moi. Je ne vais pas me décorer."*

Une destinée

Arrivé en 1967 à Montpellier, appuyé par son épouse Colette originaire de Marsillargues, et par sa mère, c'est à 34 ans, en 1977, au décès de son père, que



Louis Nicollin, fils unique, prend la destinée de l'entreprise familiale, entouré et conseillé par des amis, voire des concurrents de l'ancien patron. Se battre pour conserver les marchés et en gagner de nouveaux, voilà une réussite personnelle que tout le monde s'accorde à constater aujourd'hui. A ce jour, ses deux fils, âgés de 36 et 33 ans collaborent activement à ses côtés au fonctionnement du Groupe.

Mais Louis Nicollin, en dehors des activités professionnelles liées à son Groupe, a d'autres passions. C'est dans sa propriété du Mas Saint Gabriel, près de Marsillargues, qu'il développe une agriculture céréalière et un élevage de taureaux camarguais, dont son plus beau produit porte

le nom de Virat. Ce dernier s'est vu attribuer le trophée du "taureau d'or" des courses camarguaises en 2005. Il en est très fier.

La jeunesse et les sports

Dans le domaine sportif, Louis Nicollin excelle également et il n'est pas rare de retrouver son inoubliable stature dans de nombreux stades, car il est président ou "patron" de nombreux clubs :

- **Football** - M.H.S.C. - club de la ville de Montpellier ;
 - **Rugby** - A.S.B.H. - club de la ville de Béziers
 - **Hand-ball** - P.H.B. - club du Paris hand-ball ;
 - **Joute** - F.F.J.S.N. - Fédération française de joute et sauvetage nautique ;
 - **Boule lyonnaise** - le club de Montpellier est champion de France pour la 4^e année ;
 - **Pétanque** - le Groupe Nicollin est champion d'Europe corporatif ;
 - **Football corporatif** - le Groupe Nicollin est champion de France.
- "C'est bien, le sport. On voit de tout, des blancs, des noirs, des jaunes et autres. On ne peut pas être raciste quand on est sportif..."*

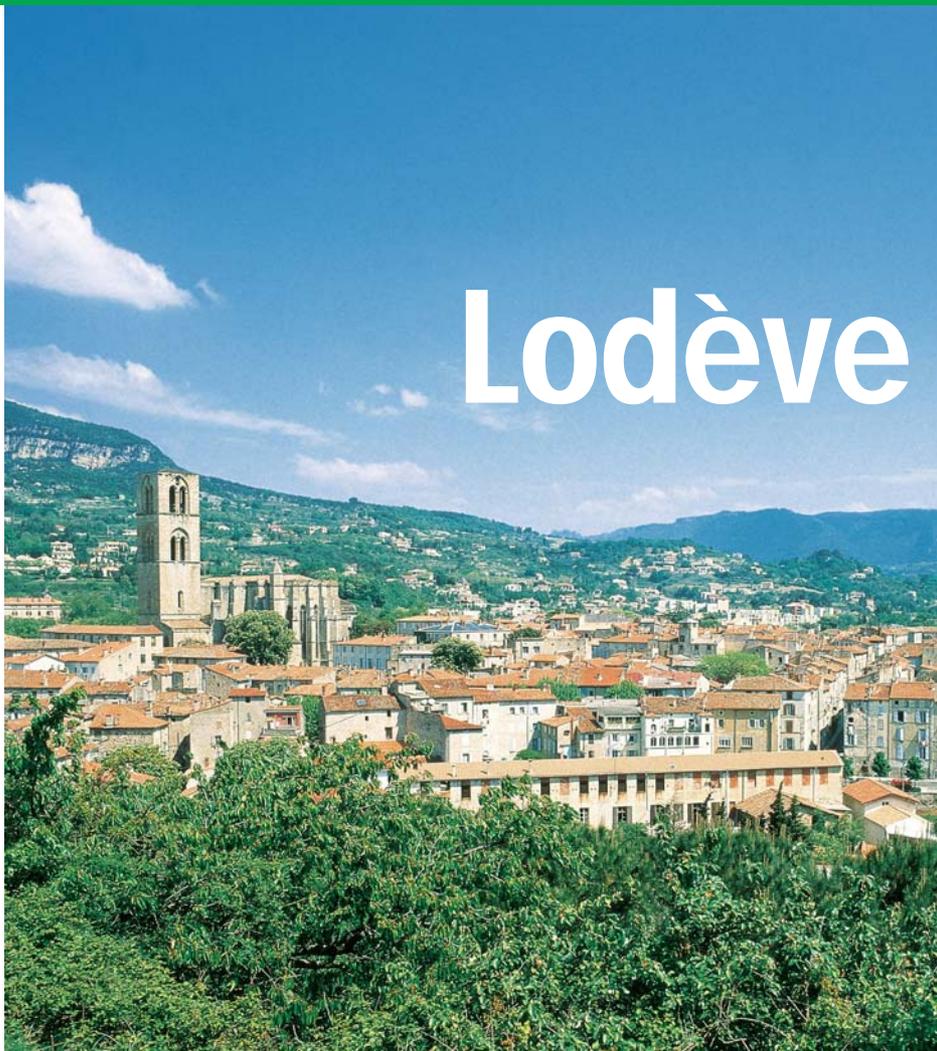
Le président Nicollin est également un passionné et un collectionneur de miniatures et soldats de plomb. Il est le général en chef d'une imposante armée de l'époque napoléonienne...

En dernière confiance, il souligne : *"Si je n'étais pas ce que je suis, j'aurais été certainement un redoutable délégué syndical. J'aurais été pour le patronnat un adversaire de taille. C'est l'héritage de ce que m'a appris la vie, et mes contacts humains dans les entreprises où je me suis forgé. J'y ai trouvé des trucs pas mal. Par exemple, le vrai délégué syndical, si vous le nommez chef, il deviendra plus déplaisant que le chef. Fort de ce constat, je me suis hissé au rang du chef sans ce défaut, je suis resté cool. Si bien que, toutes les vilénies qui peuvent m'atteindre, je suis en mesure de les anticiper, car je les ai bien souvent approchées."*

Yvan Marcou

Lodève

porte de la Méditerranée



Lodève possède l'aura de ces villes de légendes dont les personnages hauts en couleurs ont façonné l'aspect, dont les événements édifiants et épiques ont émaillé l'histoire.

Pénétrez le cercle des montagnes, franchissez les rivières par l'un de ses six ponts historiques, la cité des évêques, seigneurs de Montbrun, s'offre alors bien volontiers à vos yeux attentifs. Dolente, elle arbore fièrement les éléments remarquables de son patrimoine bâti

protégé : Cathédrale, Palais épiscopal, Halle Dardé, Hôtels particuliers, etc.

Mais, plus encore, la silhouette harmonieuse et ramassée de la ville, comme les lignes de son plan, sertissent avec délicatesse un patrimoine diffus, discret mais omniprésent, témoin d'une opulence passée comme d'un véritable sens du raffinement. Lodève, à travers lui, conserve ainsi l'âme, la noblesse et le tempérament des cités historiques d'envergure.

Les grandes orgues de la cathédrale Saint Fulcran



Construites de 1752 à 1754 par le facteur d'orgue Lépine sur une tribune de style Louis XV, les grandes Orgues de la cathédrale de Lodève sont de facture classique : la partie instrumentale d'origine comportait 37 jeux abrités par un buffet d'orgue en bois sculpté et doré de style baroque.

En 1881-1882, les Orgues sont entièrement reconstruites par

Théodore Pujet. La mécanique est quasiment intégralement changée et le buffet d'orgue agrandi. Le nouvel orgue de 36 jeux change alors de sonorité et devient plus romantique.

En 1974, la manufacture languedocienne des Grandes Orgues basée à Lodève procède à la restauration et au relevage du buffet. Puis, en juin 2000, la manufac-

ture réalise la restauration de la partie instrumentale des grandes orgues. L'instrument est aujourd'hui utilisé pour les offices dominicaux et les cérémonies. Des concerts sont également régulièrement donnés.

Aile ouest du cloître

Construit au cours du XV^e siècle, comme l'ensemble des bâtiments claustraux de la cathédrale Saint Fulcran, le cloître fut détruit aux trois-quarts lors de la prise de la ville par les protestants en 1573. Sa restauration fut débutée en 1667, par Monseigneur de Harlay, évêque de Lodève et financée par le chapitre.

L'aile ouest du cloître est la seule à avoir conservé les caractéristiques architecturales d'origine de ce cloître : arcades joliment moulurées, voûtes d'ogive en travertin, contreforts soigneusement appareillés.

Ayant servi de musée lapidaire jusqu'au milieu du XX^e siècle, le cloître abrite encore quelques pièces remarquables. Parmi elles, un tympan de porte en forme d'arc rayonnant. Cette étrange sculpture ornait au Moyen Age l'entrée d'un établissement de charité aujourd'hui disparu et appelé aumône du Saint Esprit. Elle fut sauvée in extremis de la destruction par Paul Dardé, sculpteur Lodévois qui connut une renommée nationale dans les années 1920 et qui s'était passionné pour la richesse du patrimoine Lodévois.





Tuiles vernissées de la tour du Palais Episcopal

Les huguenots ne restèrent que quelques années maîtres de la ville de Lodève et laissèrent l'évêché sans Palais Episcopal après leur départ.

Au milieu du XVII^e siècle, l'évêque Monseigneur de Harlay entreprenait la construction d'un nouveau Palais Episcopal. Surpris par la mort dans ses entreprises, le chantier sera abandonné pendant près d'un siècle. Repris par Monseigneur de Souillac en 1732, il est finale-

ment achevé en 1744 et conçu selon les principes classiques de la cour avec jardins à la française, cour, etc. En 1779, il se voit adjoindre une aile supplémentaire par le dernier évêque de la ville, Monseigneur de Fumel, qui constituera la bibliothèque diocésaine.

A la Révolution, Lodève perd son siège épiscopal et le Palais est vendu comme bien national. En 1809, il est vendu à la ville qui décide alors de quitter l'immeu-

ble qu'elle occupait depuis 1345 pour s'installer dans les locaux de l'ancien Palais Episcopal, locaux qu'elle n'a plus quittés depuis.

Outre l'harmonie des façades du bâtiment, ajourées de grandes baies, le Palais Episcopal de Lodève conserve un escalier et des balcons en fer forgé remarquables et deux toits couverts de tuiles polychromes vernissées provenant de Saint-Jean de Fos, haut lieu de la poterie héraultaise.

Le musée Fleury

L'histoire de Lodève est intimement liée à l'évêché, instauré avant le V^e siècle et supprimé seulement à la Révolution, mais aussi à l'histoire du textile et de la fabrication de draps de troupes. Cette activité est attestée depuis des temps très reculés (néolithique) et se développe tout au long du Moyen Age avant de prendre un essor particulier avec le Cardinal de Fleury. Enfant du Pays, Fleury devient 1^{er} ministre

de Louis XV en 1726. Fidèle à ses origines, il obtient pour Lodève le monopole de la fabrication des draps de troupes, assurant ainsi prospérité à la ville pour encore plus d'un siècle et demi. Grâce à ces ordonnances royales, les fabricants et marchands facturiers de Lodève pourront s'enrichir et construire des immeubles de maître et hôtels particuliers que l'on peut encore admirer dans les rues de Lodève.

L'hôtel de Fleury abrite aujourd'hui le musée de Lodève. Il appartient à des marchands drapiers avant d'être racheté par la famille du Cardinal de Fleury. Sa cour intérieure et sa cage d'escalier conservent des éléments remarquables du XVII^e siècle : cour caladée de galets blancs et noirs typiques des hôtels particuliers du Nord de l'Hérault, sculptures des portes, escalier d'honneur avec mur ajouré d'arcs rampants.



Exposition

Berthe Morisot - Regards pluriels



Autoportrait

Les formes sont toujours vagues dans les tableaux de Berthe Morisot, mais une vie étrange les anime. L'artiste a trouvé le moyen de fixer les chatoiements. Les lueurs produites sur les choses et l'air qui les enveloppe... le rose, le vert pâle, la lumière vaguement dorée, chantent avec une harmonie inexprimable. Nul ne représente l'impressionnisme avec un talent plus raffiné, avec plus d'autorité que Mme Morisot. Gustave Geoffroy, " L'exposition des artistes indépendants ", in La Justice, 19 avril 1881.

Issue d'une famille aisée et culti-

vée, Berthe Morisot a découvert la peinture au travers de l'éducation conventionnelle d'une jeune fille de bonne famille au XIX^e siècle, en amateur, en suivant des cours particuliers (auprès de Corot notamment). Mais elle décide très vite d'en faire un métier.

Egalement aidée par les relations amicales qu'elle entretient avec le milieu artistique d'avant-garde et notamment Edouard Manet, Berthe Morisot hérite de la nouvelle tendance qui privilégie, chez ces peintres, les scènes " bourgeoises " de plein air et d'intérieur propres à la vie de leur temps.

BERTHE MORISOT

Regards pluriels

Du 17 juin au 29 octobre 2006

Ouvert tous les jours sauf le lundi, de 9h 30 à 12h et de 14h à 18h.

*Musée de Lodève
Square Georges Auric
34700 Lodève
Tél. 04 67 88 86 10*

Festival de poésie

Voix de la Méditerranée

Lodève du 22 au 30 juillet 2006

Par son riche passé et par sa population où se sont mêlées les différentes cultures qui la fécondent. Lodève affirme son identité méditerranéenne.

Terrain idéalement fertile pour accueillir un Festival de poésies méditerranéennes, Lodève offre ses places ombragées, les cours de ses hôtels particuliers, son cœur de ville aux Voix de la Méditerranée. Si de nombreuses manifestations liées aux cultures méditerranéennes se sont désormais développées dans le Sud de la France, Lodève a choisi de consacrer une place majeure à la poésie, trop souvent délaissée aujourd'hui.

Pendant 9 jours, plus de 80 poètes venant de tous les pays méditerranéens investissent les rues, les places, les cours, les cafés... toute la ville, pour célébrer la poésie.

Au gré d'une trentaine de manifestations quotidiennes, leurs

voix se joignent à celles de conteurs, de comédiens, de chanteurs, de musiciens, en un foisonnement de rencontres concertées ou fortuites.

Chaque jour sont proposées des lectures, des performances, des débats, des tables rondes auxquels répondent de nombreux spectacles, concerts, dans une ville tout entière ouverte à la vibration des mots.

Renseignements

dates - horaires et tarifs

Tél. 04 67 44 24 60

www.voixdelamediterranee.com



Palavas-les-Flots

Centenaire de la naissance d'Albert Dubout



Jean Dubout

Dans le cadre du centième anniversaire de la naissance d'Albert Dubout, le musée de Palavas-les-Flots, situé sur le site de la Redoute de Ballestras, lui consacre depuis sa création, le 14 juillet 1992, une exposition thématique annuelle.

Depuis le mois d'avril, il offre ses cimaises à des œuvres originales inconnues à ce jour, sur le thème " On va rigoler !.. ".

Cette nouvelle exposition présente jusqu'en mars 2007 des dessins de presse et aquarelles avec 88 originaux, qui couvrent l'œuvre de l'artiste de 1929 à 1970.



Durant sa vie, Albert Dubout (Marseille 1905 - Mézy-sur-Seine 1976) a illustré plus de 80 ouvrages dont le dernier a paru après sa mort. Il a publié 27 albums et créé 80 affiches de cinéma et de publicité. Par ailleurs, il a réalisé 70 peintures à l'huile dont les fameuses corridas avec leurs ombres et lumières, ainsi que les Toreros.

Avec Magritte et Steinberg, il est certainement l'un des artistes les

plus influents de toute une génération de dessinateurs. Passionné de mise en scène et " d'auto gags " photographiques, il semble vaciller entre les photos de plateaux de scènes de film de Chaplin et les féeries de Jérôme Bosch.

Albert Dubout avec Daumier est un des plus beaux fleurons de la satire française.

Son fils Jean Dubout, nous a confié : " *Mon père, lorsqu'il était élève des Beaux Arts à Montpellier, venait souvent à Palavas-les-Flots. C'est en ces moments-là qu'il trouvait l'inspiration, dont en particulier les scènes de plage et de transport avec le célèbre petit train qui assurait cette liaison. Puis, habitant Paris, il y venait régulièrement en vacances au mois d'août, avant et un peu après la dernière guerre pour se distraire un peu. C'était un vrai bourreau de travail. Il s'enfermait toutes les après-midi, samedi, dimanche et jours fériés de 14h. à 19h. dans la maison pour dessiner et non tra-*



vailer, comme il disait. Il ne supportait aucun bruit, si bien qu'au retour de l'école, je ne pouvais même pas rentrer chez moi. J'étais obligé de rester à la rue, ce qui m'avait rendu bien malheureux, même si je ne manquais de rien par ailleurs. "

www.palavaslesflots.com

Yvan Marcou

Nézignan l'Evêque

Inauguration du jardin botanique

le mercredi 12 juillet à partir de 11 heures

Ce site est composé d'un jardin botanique regroupant plus de 160 espèces méditerranéennes et d'un arboretum comptabilisant 97

figuiers de 40 variétés différentes. On y accède grâce à une signalétique fléchée depuis le centre du village. Le montant de cet aménagement s'élève à la somme de 58 895 euros.

Béziers

La féria du 11 au 15 août

Ven 11 - 19h. - Corrida de Rejon

Sam 12 - 18h. - CORRIDA

Dim 13 - 11h. - Novillada sans picadors

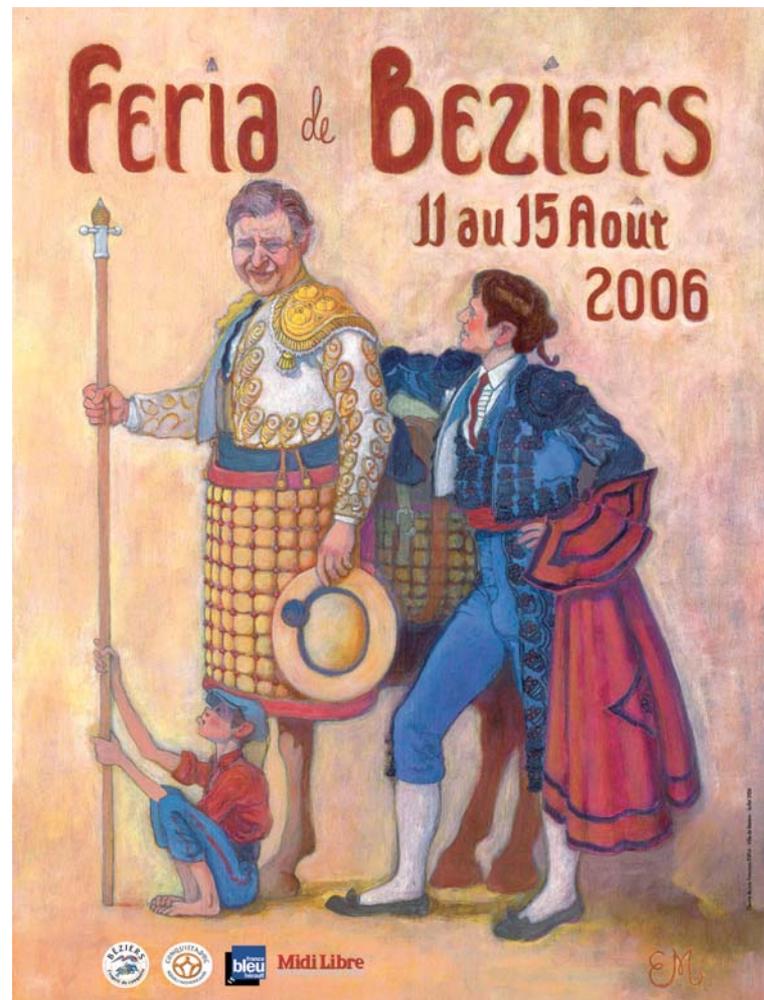
Dim 13 - 18h. - CORRIDA

Lun 14 - 11h. - Novillada sans picadors

Lun 14 - 18h. - CORRIDA

Mar 15 - 11h. - Novillada piquée

Mar 15 - 18h. - CORRIDA



Alès

Les Fous Chantant

Pour la 9^e année consécutive, 1000 choristes se retrouvent au Fort Vauban d'Alès du 21 au 30 juillet pour des répétitions matin et soir pour les différents pupitres autour d'un grand répertoire de William Sheller, en vue de préparer un concert unique en fin de semaine en sa présence.

L'esprit de cette manifestation est un rassemblement de choristes, autour d'une passion commune,

William Sheller



celle du chant choral et de la chanson française.

Une semaine Folle de chansons pour des choristes amateurs, femmes et des hommes de tous horizons sociaux, de pays différents (Belgique, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Italie, Québec... et France). De 11 à 80 ans, ils sont tous animés de cette folle passion, qu'ils vivent pour la plupart dans des chorales ou dans des groupes.

William Sheller, fils d'un jazzman américain marié à une Française, 56 ans, est l'un de nos plus grands compositeurs. Avec une exceptionnelle formation classique, solfège, contrepoint et harmonie n'ont aucun secret pour cet artiste discret mais terriblement doué.

Renseignements : 06 75 00 32 96
www.fouschantants.com

Bagnols sur Cèze

3^e Edition du Festival de reggae "Ja'Sound"

Du 2 au 5 août Parc Rimbaud

Mercredi 2 : Dub Academy soirée Sound System, Jah Tubbys, Channel One feat Martin Campbell, Iration Steppas

Jedi 3 : Lorenzo, Ras Mac Bean, I Wayne & Lavaground Buz Warriors, Ricky Chaplin, Prince Jazzbo, Cornell Campbell, Inna de Yard : Kiddus I, Earl China Smith, Cédric Congo Myton, The Congos

Vendredi 4 : Straika D, Jah Mali, Empress Ayeola, Bambu Station, Fantan Mojah, Iqulah & Nyabinghi Session, Jah Mason

Samedi 5 : Omar Perry, Perfect, Soul Syndicate In Dub, Earl Zero feat Soul Syndicate, Tony Tuff feat Soul Syndicate, Big Youth feat Soul Syndicate, Bunny Wailer feat Soul Syndicate

Renseignements : 04 66 89 54 61

Narbonne

Les Cabardièses de Pennautier

7^{ème} festival international de piano du 16 au 19 août

Sous le signe de Mozart et de l'Europe romantique

Direction artistique Françoise Choveaux - Théâtre Na Loba

Réservation : 04 68 25 35 79





sète en chiffres

Pour **64%** des Sétois
le travail accompli depuis
2001 par la municipalité
est satisfaisant*

* Source : étude de l'Institut BVA réalisé du 21 au 26 mars 2006 selon la méthode des quotas auprès d'un échantillon représentatif de 602 personnes.

Au service de notre ville
François Comminhes
votre maire



Si loin si proche

L'Aménagement Urbain 





La Grande Motte
inventée pour une vie meilleure

Les Grands Evénements

ÉTÉ 2006

INFOLINE : 04 67 56 42 00

Sérignan

"Fête l'Été"

Trio Music (chanson française)
Lundi 10 juillet, 21 h. Allées de la République

Orchestre Nanou Passion (Bal populaire).
Jeudi 13 juillet, 21 h. Allées de la République

Ballon Rouge (Spectacle musical)
Vendredi 14 juillet, 21 h Allées de la République

Groupe Etc (musique tzigane)
Lundi 17 juillet, 21 h Allées de la République

Double Jeu (Blues)
Mercredi 19 juillet, 21 h, Allées de la République

Grande Féria de Sérignan les 21, 22 et 23 juillet 2006

Les Fous de Bassan (Danse).
Mardi 25 juillet, 21 h Place de la Libération

Mr tout le monde (Pop-chanson française)
Jeudi 27 juillet, 21 h Allées de la République

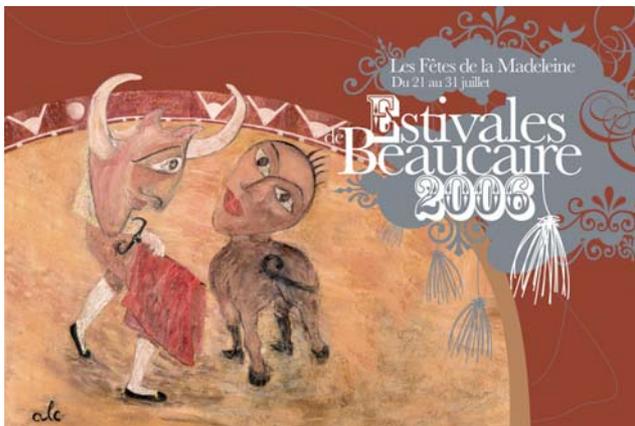
Les Yeux Dans les Etoiles (Observation-Conférence).
Vendredi 28 juillet, 22 h
Domaine des Orpellières (Sérignan-Plage)
Observation des étoiles à l'œil nu avec l'astrophysicien Henri Reboul

Election de Miss Sérignan
Samedi 29 juillet, 21 h. Allées de la République

Beaucaire Les Estivales 2006

Les vendredis soirs : les Beaux Quais du Vendredi

Les samedis soirs : les Nocturnes du Patrimoine



Les 16, 23 et 31 juillet

La Palme d'Or, Courses Camarguaises. Arènes Paul Laurent - Champ de Foire

Du 21 au 31 juillet

Les Fêtes de la Madeleine

21 juillet

Grande braderie d'été des commerçants du centre-ville. Défilé nocturne et spectacle final aux arènes " Contes, mythes et légendes "

Les 21, 22 et 23 juillet

Les Rencontres Equestres Méditerranéennes. Institut Saint Félix - Champ de Foire

Le 24 juillet

" Duende " représentation théâtrale de Federico Garcia Lorca. Spectacle conçu et interprété par Charles Gonzalès. Institut Saint Félix - Champ de Foire

Les 27 et 28 juillet

Les 100 chevaux et les 100 taureaux - Champ de Foire

Du 28 au 31 juillet

Les soirées Electropulse

Espace Daudet - Avenue des Anciens Combattants d'Afrique du Nord

Le 29 juillet

Corrida Portugaise avec les Forcados. Arènes Paul Laurent - Champ de Foire

Le 30 juillet

Corrida de Toros

Arènes Paul Laurent - Champ de Foire

Le 31 juillet

Grand Feu d'artifice nautique et musical sur les berges du Rhône

Renseignements : 04 66 59 26 57

www.beaucaire.fr

www.estivales-beaucaire.com



KEBIR
Sculpteur

2, rue Colonel Tarquinet
34120 PEZENAS
06 74 81 56 03

www.alkebir.fr.tc

Gastronomie

Ghyslain Morvan

Le plus jeune traiteur du Languedoc-Roussillon



A 23 ans, après le départ à la retraite de son patron, Ghyslain Morvan, natif de Béziers, vient de reprendre l'entreprise de traiteur à domicile dans laquelle il faisait des extras.

" Grand Traiteur ", c'est le nom de cette société de service et d'organisation de réceptions créée il y a 22 ans par Jean-Claude Grand et qui s'inscrit dans la tradition de la gastronomie à la française.

Synonyme de qualité, une équipe de spécialiste prend en charge et conseille toute clientèle pour

organiser toutes cérémonies et manifestations à caractère public ou privé rassemblant jusqu'à 1 500 convives. Le prestataire fournit l'ensemble du matériel ainsi que l'effectif indispensables pour s'adapter aux cadres et aux exigences les plus sophistiquées. En outre, il est en mesure de déplacer sa logistique dans tout le Grand Sud.

Ghyslain Morvan, après des débuts comme commis de cuisine, a gravi tous les échelons de la profession, du stade de serveur à celui de maître d'hôtel pour

Menu conseillé par le " Chef " du " Grand Traiteur "

Crème brûlée au foie gras de canard cuite au moment

Foie gras de canard extra sur toast grillé aux fruits secs et réduction de balsamique

Duo de canette de Chalon avec cuisse confite parfumée au romarin et demi filet rôti, servi rosé, le tout sur une crêpe de pommes de terres et jeunes pousses d'épinard

Mille feuille de Roquefort, croûton grillé, concassée de noix, lit de mâche à l'huile de noix

Moelleux au chocolat fondant, crème glacée à la noix de coco, allégée d'un lait de coco non sucré

g.morvan@grandtraiteur.fr

Tel: 04.67.70.37.41

Fax: 04.67.70.32.61

GSM: 06.12.38.34.87

www.grandtraiteur.fr

assumer aujourd'hui celui de gérant.

Sa devise " tant qu'il n'y a pas d'obstacle infranchissable, ne jamais s'arrêter ", il la met au service de son entreprise pour

conquérir de nouveaux marchés et satisfaire le client qui retrouve, dans l'offre et la composition de son assiette, son ambition qui est toujours de mieux faire dans un souci de valeur ajoutée.



BALARUC-LES-BAINS

Ville de Bien-Être et de Détente en Méditerranée



Le Bien-Être à l'état pur

2ème station thermale de France, la seule "les pieds dans l'eau" de la Méditerranée, Balaruc-les-Bains a su conjuguer ses atouts naturels pour votre santé et votre bien-être.

Avec les séjours "Bien-Être", régénérez et stimulez votre corps, retrouvez votre énergie et une sérénité grâce au savoir-faire de notre station ...

Venez découvrir un environnement géographique particulièrement privilégié. Les récents efforts de la Municipalité en matière d'équipements ainsi que pour la conservation et la mise en valeur des richesses naturelles sauront vous séduire.



Venez respirer au cœur de nos espaces verts

Si Balaruc-les-Bains est une ville d'eau, elle a également su protéger son environnement et son cadre de vie. Perle verte au cœur du Pays de Thau, Balaruc-les-Bains entend rendre la vie quotidienne plus agréable et plus conviviale.



Ville de Balaruc-les-Bains

Hôtel de Ville

Avenue de Montpellier - BP 1

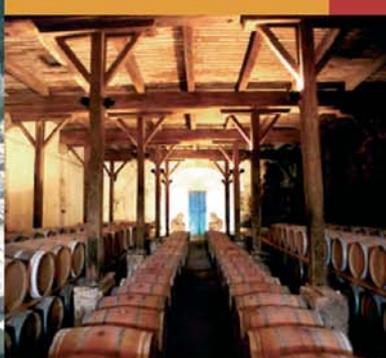
34540 Balaruc-les-Bains

Tél. 04 67 46 81 00 - Fax 04 67 43 19 01

www.ville-balaruc-les-bains.com



Béziers l'été



un autre accent du sud

27 juin – 2 août

Béziers fait son cinéma

Place de la Madeleine, Quartier Devèze

30 juin – 19 août

Béziers Croque Notes Concerts en centre ville

juillet - août

Visites théâtralisées en nocturne

Jusqu'au 31 juillet

Louis Derbré, Exposition de sculptures

12-16 juillet

Festa d'Oc, l'Occitanie invite le monde

Les concerts: Yuri Buenaventura, Enrico Macias, Omara Portuondo, Victoria Abril...

15 juillet

Tour de France

Départ de la 13^{ème} étape au Champ de Mars

27 juillet

Tennis Concert aux Arènes

Concert de **Roger Hodgson**
(Anciennement du groupe "Supertramp")

29 juillet

Raphaël - Concert aux Arènes

2 août

Paco de Lucia - Concert aux Arènes

11-15 août

Feria

22 août

Fête de la Libération, son et lumière au Faubourg



Tél. 04 67 76 84 00
Fax 04 67 76 50 80
www.beziers-tourisme.fr



Tél. 04 67 36 73 62
Fax 04 67 36 73 23
www.ville-beziers.fr